



HAL
open science

Tableau de bord des pays d'Europe centrale et orientale et d'Eurasie 2013 (Volume 1: Europe centrale et orientale)

Jean-Pierre Pagé

► **To cite this version:**

Jean-Pierre Pagé. Tableau de bord des pays d'Europe centrale et orientale et d'Eurasie 2013 (Volume 1: Europe centrale et orientale). Les Études du CERI, n° 201, pp.54, 2013. hal-04532888

HAL Id: hal-04532888

<https://sciencespo.hal.science/hal-04532888>

Submitted on 4 Apr 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

les
études
du **Ceri**

Centre d'Études
et de Recherches
Internationales

**Tableau de bord des pays
d'Europe centrale et orientale
et d'Eurasie 2013**

Sous la direction de
Jean-Pierre Pagé

Volume 1 : Europe centrale et orientale



SciencesPo.

CERI
CNRS

Le *Tableau de bord 2013* (volumes 1 et 2) a été réalisé, sous la direction de Jean-Pierre Pagé, par une équipe lui associant Céline Bayou, Hélène Clément-Pitiot, Matthieu Combe, Vitaly Denysyuk, Raphaël Jozan, Edith Lhomel et Catherine Samary. Le panorama politique de l'Europe centrale (volume 1) a été rédigé par Jacques Rupnik, celui de l'Eurasie (volume 2) par Anne de Tinguy. Jacques Sapir a pris en charge l'élaboration de la partie relative à la Russie, Julien Vercueil, le panorama économique de l'Eurasie (volume 2).

Jean-Pierre Pagé est économiste, expert pour les pays de l'Europe centrale et orientale et de l'Eurasie.
e-mail : jppage@wanadoo.fr

Jacques Rupnik est directeur de recherches au Centre d'études et de recherches internationales de Sciences Po (CERI-Sciences Po).
e-mail : rupnik@ceri-sciences-po.org

Céline Bayou est rédactrice-analyste à la DILA-Documentation française.
e-mail : celine.bayou@dila.gouv.fr

Edith Lhomel est rédactrice-analyste à la DILA-Documentation française, chargée de cours à l'Institut d'études européennes à l'université Paris-8.
e-mail : edith.lhomel@dila.gouv.fr

Catherine Samary est maître de conférence en économie à l'université Paris-Dauphine, associée à l'Institut d'Etudes européennes de l'université Paris-8.
e-mail : catherine.SAMARY@dauphine.fr

Remerciements

Nos remerciements s'adressent d'abord, à Judith Burko, notre fidèle éditrice du CERI, dont nous ne mesurerons jamais assez l'importance de la contribution à la réalisation de cet ouvrage. Ils vont, ensuite, aux économistes de l'Institut d'études économiques internationales de Vienne (WIIW) dont la pertinence des analyses de la situation de l'Europe centrale et orientale est sans équivalent. Ils vont enfin à Rafal Kierzenkowski, économiste à l'OCDE, pour ses précieux conseils.

Sources

- ♦ *Balkan Insight* (<http://www.balkaninsight.com/en/page/all-balkans-home>).
- ♦ BERD, *Transition Reports*, 2013.
- ♦ Blanchard O., Griffiths M., Gruss B., « Boom, bust, recovery. Forensics of the Latvia crisis », *Economic Studies at Brooking*, 8 septembre 2013.
- ♦ Center for economic development, Sofia (<http://www.ced.bg>).
- ♦ *Courrier des Balkans* (<http://balkans.courriers.info>).
- ♦ Eurostat (<http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/eurostat/home/>).
- ♦ Grigas A., Kasekamp A., Maslauskaitė K., Zorgenfrei L., « The Baltic states in the EU : Yesterday, today and tomorrow », *Studies and Reports, Notre Europe*, Institut Jacques Delors, juillet 2013.
- ♦ Hugh E., « As good as it gets in Latvia ? », *Economonitor*, 29 septembre 2013 (www.economonitor.com).
- ♦ Institut d'études économiques internationales de Vienne (WIIW) :
 - Astrov V., Gligorov V., Hanzl-Weiss D., Holzner M., Landesmann M., Pindyuk O. et al., « Double-dip recession

- over, yet no boom in sight », *Current Analyses and Forecasts : Economic Prospects for Central East and Southeast Europe*, n° 11, mars 2013 ;
 - Gligorov V., Holzner M., Landesmann M., Pindyuk O., Richter S., Vidovic H. et al., « Animal spirits still dimmed : Slow recovery expected », *Current Analyses and Forecasts : Economic Prospects for Central East and Southeast Europe*, n° 12, juillet 2013.
- ♦ *Lettre Europe du Sud-est*, publication mensuelle des Services économiques, Direction générale du Trésor.
- ♦ Lhomel E., « Bulgarie. Enjeux électoraux sur fond de désenchantement », *Pages Europe*, La Documentation française (<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/pages-europe/d000664-bulgarie.-enjeux-electoraux-sur-fond-de-desenchantement-par-edith-lhomel>).
- ♦ Office statistique d'Estonie (<http://www.stat.ee>).
- ♦ Office statistique de Lettonie (<http://www.csb.lv>).
- ♦ Office statistique de Lituanie (<http://www.stat.lt>).
- ♦ *The Warsaw Voice*, « Financial security guaranteed » ; « Polish banks resilient to crisis » ; « Economy picks up but too early for euphoria », septembre 2013.

Table des matières

Europe centrale et orientale

L'Europe centrale et orientale à l'épreuve de la récession dans la zone euro <i>Panorama économique</i> <i>par Jean-Pierre Pagé</i>	p. 7
Les paradoxes de la démocratisation en Europe centrale et orientale <i>par Jacques Rupnik</i>	p. 15
Les pays d'Europe centrale Croatie, Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Slovénie <i>par Jean-Pierre Pagé</i>	p. 23
Les pays baltes Estonie, Lettonie, Lituanie <i>par Céline Bayou</i>	p. 37
La Bulgarie et la Roumanie <i>par Edith Lhomel</i>	p. 45
Les Balkans occidentaux¹ Albanie, Bosnie Herzégovine, Kosovo, Macédoine, Monténégro, Serbie <i>par Catherine Samary</i>	p. 53

¹ Rappelons que cette terminologie est utilisée par l'Union européenne depuis 1999 dans le cadre du Processus de stabilisation et d'association (PSA), selon une perspective explicite d'intégration possible à l'Union des pays concernés. Elle fut confirmée au Conseil de Thessalonique en 2003. Il s'agit des anciennes républiques yougoslaves (hors Slovénie et Croatie, membres de l'Union européenne depuis respectivement 2004 et 2013) et de l'Albanie.

L'Europe centrale et orientale à l'épreuve de la récession dans la zone euro

Panorama économique

Jean-Pierre Pagé

Dans le *Tableau de bord* daté de 2009, nous écrivions que les pays de l'Europe centrale et orientale étaient « touchés mais pas coulés ». Quatre ans après, ce diagnostic est toujours valable. Tandis que la zone euro s'est enfoncée dans une crise qui peine à se terminer, les PECO présentent dans leur majorité des niveaux de dettes et de déficits publics tout à fait soutenables, et leur activité économique reste nettement plus normale que celle qui prévaut en Europe occidentale. Mais leur commerce extérieur a été touché par les conséquences de la crise qui ébranle cette dernière et, hormis certains d'entre eux, ils sont dans l'impossibilité de retrouver les rythmes de croissance et de rattrapage du niveau de vie européen qui prévalaient auparavant. Les taux de chômage s'en ressentent et demeurent, dans l'ensemble, relativement élevés. Même si leur situation macroéconomique est toujours globalement moins dégradée que celle de la zone euro, avec une croissance estimée à 0,8 % en 2013 comme en 2012, ces pays souffrent de l'état de son économie, en récession en 2013 de 0,4 % à 0,7 % selon les estimations.

Dans son rapport biennuel de mars 2013, le WIIW résumait bien cette situation, en soulignant que la récession de la zone euro constituait un frein à la croissance économique des nouveaux membres de l'Union européenne. Il ajoutait que « tout se passe comme si ces petites économies ouvertes étaient l'otage de la politique excessive d'austérité menée par la zone euro ».

On retrouve, d'une manière générale, une constante que l'on relève depuis plusieurs années, à savoir l'impact sur la croissance de la faiblesse de la demande domestique, amplifié, pour les nouveaux membres de l'UE, par la contagion, implicite ou explicitée par les procédures pour déficits excessifs, de la politique d'austérité, que ne vient pas suffisamment compenser un commerce extérieur anémié par l'assèchement de la demande émanant de la zone euro. Dans ces conditions, le climat des affaires reste hésitant, l'investissement privé est découragé par la perspective d'un avenir médiocre et incertain, tandis que l'investissement public est mis à mal par la prudence qui reste de mise en ce qui concerne tout ce qui affecte les finances publiques.

La question de la dépendance des économies des pays de l'Europe centrale et orientale vis-à-vis de celle de la zone euro se pose donc plus que jamais. Les limites des tentatives des pays d'Europe centrale pour y échapper par des actions propres en témoignent, comme on le verra dans le chapitre consacré à cette région.

Des solutions existent malgré tout pour réduire cette dépendance, comme en ont témoigné par exemple les intervenants à un colloque consacré à la Pologne, organisé conjointement par la Société historique et littéraire polonaise et l'Inalco les 7 et 8 novembre 2013 à Paris. Jerzy Osiatynski, conseiller économique du président de la République polonaise, y a souligné que son pays avait réussi à conserver une croissance importante en fondant sa politique économique sur deux leviers : la flexibilité d'un taux de change que la Pologne a pu faire évoluer en fonction de la situation, sans en abuser, et ce qu'il a appelé « une impulsion budgétaire ». De fait, la Pologne, qui a vu son déficit des finances publiques se creuser fortement, comme tous les pays de l'UE, en 2009 sous l'effet d'une politique de soutien économique mise en œuvre pour remédier au risque de blocage créé par la crise financière, n'a pas cherché à réduire trop vite ce déficit qui est resté au niveau de 8 % du PIB jusqu'à la fin de 2010. Au contraire, les fonds publics se sont conjugués avec les apports de fonds européens pour financer les dépenses d'infrastructures, ce qui a constitué un solide soutien à l'activité économique.

Au-delà de la constante relevée et de ce cas d'école, il faut convenir que l'on observe une grande diversité dans la manière dont chaque pays réagit à la crise de la zone euro. On distingue quatre groupes au sein des PECO : l'Europe centrale, l'Europe balte, un sous-ensemble constitué par la Bulgarie et la Roumanie, et les pays des Balkans occidentaux.

Au sein même des pays d'Europe centrale, qui figurent parmi les premiers – à l'exception de la Croatie – à avoir adhéré à l'Union européenne, on discerne une grande diversité de situations, qui tient à ce que deux d'entre eux ont intégré la zone euro, et à ce que les politiques économiques qu'ils ont menées ont été très différentes.

Au sein de la zone euro, la Slovaquie et la Slovénie sont directement affectées par la crise qui la frappe, mais connaissent des sorts très différents. La Slovénie a paradoxalement souffert de ce que sa transition en douceur, présentée comme une réussite exemplaire, ne lui a pas donné les armes pour lutter contre cette crise. En effet, les caractéristiques de sa société cogérée où prédominent encore les entreprises et banques publiques, et sa pratique du consensus la prédisposaient mal à faire appliquer les règles budgétaires rigoureuses et les réformes en vigueur dans la zone. Elle est actuellement toujours dans une situation critique avec une dette publique qui a considérablement augmenté sous le poids des restructurations et des recapitalisations de banques restées publiques. Elle est tombée dans le piège où se trouvent les pays de l'Europe du Sud et se débat pour en sortir. La Slovaquie a pour sa part bénéficié de plusieurs atouts majeurs : les performances à l'exportation de ses entreprises automobiles, filiales de grands groupes internationaux, qui lui ont permis de résister à la crise après les difficultés qu'elle a connues en 2009, la bonne qualité d'une main-d'œuvre au coût très bon marché, et des finances publiques assainies. Sa dépendance excessive à l'égard du secteur automobile constitue son point faible, même si elle n'en a pas subi les inconvénients jusqu'ici.

Les autres pays qui, en conservant la maîtrise de leur politique monétaire grâce au levier du taux de change de leur monnaie, disposent toujours d'une liberté de manœuvre, n'ont pas tous réagi de la même façon.

On a vu que la Pologne, qui avait bénéficié au début de la transition d'une conséquente remise de sa dette, a réussi, même si sa croissance a fini par fléchir, à se déconnecter de la crise en agissant sur les deux leviers, budgétaire et monétaire. Elle constitue aujourd'hui une exception, saluée par les marchés, dans une Europe engluée dans la récession. A l'opposé, le gouvernement d'inspiration néolibérale de la République tchèque, en optant pour une stricte politique de rigueur que la situation de ses finances publiques n'imposait nullement, n'a abouti qu'à plonger son pays dans une récession inutile dont il n'est pas encore sorti, mais que l'alternance politique, issue des dernières élections, pourrait lui permettre de quitter. La Hongrie quant à elle présente un troisième cas de figure encore très différent. Pénalisée par l'héritage d'une dette publique très conséquente que le pays n'a pas cherché à alléger au début de la transition, et par la politique financière irresponsable du gouvernement Gyurcsany, elle ne parvient toujours pas à trouver le bon équilibre entre relance de la croissance par la demande et rééquilibrage des finances publiques. La Croatie constitue un cas à part. Elle fait maintenant partie de l'Union européenne, mais les efforts qu'elle a dû fournir pour y parvenir l'ont épuisée. Par beaucoup d'aspects, son économie s'apparente toujours à celles du groupe des « Balkans de l'Ouest » qu'elle vient de quitter.

Les Etats baltes composent un groupe très différent et beaucoup plus homogène, ne serait-ce qu'en raison de leur appartenance commune précédente à l'Union soviétique. Ils se singularisent par une croissance nettement plus élevée que celle de la plupart des autres PECO et par leur volonté d'intégrer la zone euro, au moment où celle-ci connaît de graves difficultés et malgré les sévères contraintes que la Commission européenne leur a imposées pour ce faire. Alors que l'Estonie y est parvenue avec succès, la Lettonie, selon toute vraisemblance en deviendra membre l'année prochaine malgré quelques réticences de sa population, et la Lituanie se prépare à la suivre.

Plusieurs facteurs expliquent cette volonté. Le premier est leur crainte absolue de retomber dans l'orbite russe, qui explique la persévérance dont ils ont fait preuve et la patience de leurs populations face aux épreuves qu'elles ont endurées. Le deuxième est leur proximité géographique d'une Europe du Nord beaucoup moins touchée par la crise que l'Europe du Sud, et les liens entre leurs systèmes financiers et les florissantes banques septentrionales. A aucun moment, même au pire de la crise, ces pays n'ont été abandonnés par leurs tuteurs nordiques. Or leur parcours économique n'a pas été linéaire et ils ont connu un très sérieux à-coup, au moment où une crise résultant d'une accélération non-maîtrisée de leur développement et d'un laxisme momentané dans la conduite de la politique économique s'est superposée à la crise financière qui touchait l'ensemble du monde occidental. Le stoïcisme de leurs populations leur a alors permis de supporter des politiques de redressement très sévères, avant de reprendre le chemin de la croissance qu'ils suivent toujours. Ce parcours leur a conféré, un peu trop vite, un statut de modèles à suivre pour l'Europe tout entière. En effet, comme on le verra dans le chapitre rédigé par Céline Bayou, ce « modèle » présente quelques ombres. On occulte en particulier souvent le fait que le faible taux de chômage enregistré dans ces pays s'explique pour une large part par une forte émigration. Et si ce phénomène n'est pas spécifique à l'Europe balte et se retrouve à un niveau comparable en moyenne dans l'UE, les enquêtes sur les écarts de richesse réalisées en 2013 par les instances européennes mettent en évidence un niveau élevé d'insatisfaction des populations qu'il ne faudrait pas négliger, au fur et à mesure que ces écarts se creusent.

Le troisième groupe réunit deux pays, la Bulgarie et la Roumanie, qui ont adhéré à l'Union en 2007 sans avoir réalisé les transformations sociales et structurelles qu'avaient accomplies les pays d'Europe centrale et les Etats baltes, comme en témoignent leurs difficultés à absorber les fonds européens, malgré une timide accélération en fin de période dans ce domaine. Tout se passe comme s'ils étaient arrivés trop tôt dans l'Union. Confrontés au défi de la restructuration de leur système énergétique, ils peinent pour se maintenir à flot, comme on le verra dans le chapitre rédigé par Edith Lhomel. Chacun a des caractéristiques particulières : la Bulgarie, prise dans le corset du *currency board*, réussit en matière de politique budgétaire au détriment de son développement économique, tandis que la Roumanie évolue de manière plus chaotique, mais aussi, à certains égards, plus dynamique. Par bien des aspects, ces deux pays ont encore des points communs avec les pays du groupe des Balkans Occidentaux.

Ce dernier réunit des pays issus, pour l'essentiel, du démembrement de l'ex-Yougoslavie. Ils ont donc dû apprendre à devenir des Etats indépendants sans les institutions nécessaires – comme en témoigne, de façon presque caricaturale, le cas de la Bosnie-Herzégovine – et ont connu de terribles conflits dévastateurs pour les hommes et leurs économies. Ils sont aujourd'hui dans une situation difficile : après avoir connu une phase euphorique de croissance et de rattrapage avant 2009, qui a précipité vers eux les investissements directs étrangers, mais également gonflé l'endettement et les déséquilibres extérieurs, ils ont subi un coup d'arrêt lors de l'éclatement de la crise financière de 2008-2009, et éprouvent depuis lors de grandes difficultés pour consolider leurs fragiles économies dans le contexte de la prolongation de cette crise. Il a fallu une coalition des grandes institutions financières (connue sous le nom d'Initiative de Vienne) pour contrecarrer les tentations de rapatriement des fonds bancaires depuis les filiales locale vers les maisons mères en Occident. Toujours à la recherche d'une identité et d'une indépendance fiables, ces pays placent tous leurs espoirs dans l'intégration à l'Union européenne. Comme on le verra dans le chapitre rédigé par Catherine Samary, le processus en cours demeure toutefois menacé par deux dynamiques contraires : la persistance, voire la renaissance de courants nationalistes, et l'apparition d'une « troisième voie », entre l'acceptation de l'UE et les replis nationalistes, portée par la radicalisation d'une nouvelle génération déçue par l'attitude actuelle de l'Union européenne, qui se manifeste au travers de mouvements sociaux.

Le cas des « Balkans occidentaux » est à bien des égards exemplaire de l'ambiguïté qui prévaut actuellement en Europe. L'Union européenne, malgré ses difficultés, reste pour tous les pays d'Europe centrale et orientale un idéal et un but en soi. Pour ces pays, c'est dans l'Union que tous les objectifs de développement économique et social devraient trouver leur accomplissement, que tous les conflits, toutes les rémanences issues des vieilles querelles nationales devraient trouver leur solution. Or aujourd'hui, cette Europe, l'Europe de l'UE, et, plus encore, son noyau de la zone euro, engluée dans ses contradictions, apparaît absente, silencieuse. Aux populations qui lui demandent un meilleur niveau de vie, plus de justice sociale et moins d'inégalités, elle répond par ses exigences d'austérité et alimente ainsi dangereusement les manifestations, les révoltes de citoyens qui se sentent abandonnés. Répondre à cela, leur donner espoir, c'est là le défi de l'Union Européenne aujourd'hui.

Tableaux synthétiques Europe centrale et orientale

Croissance du PIB - Croissance des prix à la consommation

	Croissance du PIB en % par rapport à l'année précédente					Croissance des prix à la consommation en % par rapport à l'année précédente				
	2009	2010	2011	2012	2013 (p)	2009	2010	2011	2012	2013 (p)
Bulgarie	-5,5	0,4	1,8	0,8	0,5	2,5	3	3,4	2,4	1
Croatie	-6,9	-2,3	0	-2	-1	2,4	1,1	2,3	3,4	3,5
Estonie	-14,1	3,3	8,3	3,2	1,5	0,2	2,7	5,1	4,2	3,4
Hongrie	-6,8	1,3	1,6	-1,7	0,9	4	4,7	3,9	5,7	2,1
Lettonie	-17,7	-0,9	5,5	5,6	3,8	3,3	-1,2	4,2	2,3	0,4
Lituanie	-14,8	1,5	5,9	3,7	3,6	4,2	1,2	4,1	3,2	1,5
Pologne	1,6	3,9	4,5	1,9	1	4	2,7	3,9	3,7	1
Roumanie	-6,6	-1,1	2,2	0,7	2	5,6	6,1	5,8	3,4	4,2
Slovaquie	-4,9	4,4	3,2	2	1	0,9	0,7	4,1	3,7	1,6
Slovénie	-7,8	1,2	0,6	-2,3	-2,9	0,9	2,1	2,1	2,8	2,5
Rép. tchèque	-4,5	2,5	1,9	-1,3	-1,3	0,6	1,2	2,2	3,5	1,5
Albanie	3,3	3,8	3,1	1,5	2,3	2,3	3,6	3,4	2	2
Bosnie-Herzégovine	-2,8	0,7	1	-0,7	1	-0,4	2,1	3,7	2,1	1,5
Macédoine	-0,9	2,9	2,8	-0,2	2	-0,8	1,6	3,9	3,3	3
Monténégro	-5,7	2,5	3,2	-0,5	2	3,4	0,5	3,1	4,1	3
Serbie	-3,5	1	1,6	-1,7	1,4	8,6	6,8	11	7,8	6
Kosovo	3,5	3,2	4,5	2,1	3	-2,4	3,5	7,3	2,5	3

Sources : se reporter aux chapitres du volume correspondant aux pays

(p) : prévision

Tableaux synthétiques

Europe centrale et orientale

Dettes publiques - Solde des finances publiques

	Dettes publiques en % du PIB					Solde des finances publiques en % du PIB				
	2009	2010	2011	2012	2013 (p)	2009	2010	2011	2012	2013 (p)
Bulgarie	14,6	16,2	16,3	18,5	20	-4,3	-3,1	-2	-0,8	-3
Croatie	35,8	42,6	47,2	53	57	-4,7	-5,2	-5,7	-3,8	-5,5
Estonie	7,2	6,7	6,2	10,1	11	-2	0,2	1,2	-0,3	-0,5
Hongrie	79,8	81,8	81,4	79,2	78	-4,6	-4,4	4,2	-2	-3
Lettonie	36,9	44,4	41,9	40,7	43	-9,7	-8,1	-3,6	-1,2	-0,5
Lituanie	29,3	37,9	38,5	40,7	40,2	-9,4	-7,2	-5,5	-3,3	-2,3
Pologne	50,9	54,8	56,2	55,6	56,5	-7,4	-7,9	-5	-3,9	-4
Roumanie	23,6	30,5	34,7	37,8	36	-9	-6,8	-5,6	-2,9	-2,7
Slovaquie	35,6	41	43,3	52,1	54,8	-8	-7,7	-5,1	-4,3	-3
Slovénie	35	38,6	46,9	54,1	62	-6,2	-5,9	-6,4	-4	-8
Rép. tchèque	34,2	37,9	41	45,9	46,9	-5,8	-4,8	-3,3	-4,4	-3,5
Albanie	59,7	58,2	58	58,6	59,9	-7	-3,1	-3,6	-3,4	-5
Bosnie-Herzégovine	36,2	39,6	40,7	43,1	43	-4,4	-2,5	-1,3	-3	-2,5
Macédoine	31,7	34,8	35	36	36	-2,7	-2,4	-2,5	-3,9	-2,5
Monténégro	38,2	40,9	45,9	51,9	52	-3,6	-3	-1,3	-0,4	-1
Serbie	34,7	44,5	49	58,9	65	-4,5	-4,7	-5	-6,4	-6
Kosovo	6,2	6,1	5,3	6,2	6,9	4,1	-1,3	-0,2	-1,2	-1

Sources : se reporter aux chapitres du volume correspondant aux pays

(p) : prévision

Tableaux synthétiques Europe centrale et orientale

Taux de chômage en % de la population active, moyenne annuelle, méthode enquêtes emploi, concept du BIT

	2009	2010	2011	2012	2013 (p)
Bulgarie	6,8	10,2	11,2	12,3	13
Croatie	9,1	11,8	13,5	15,8	17,5
Estonie	13,8	16,9	12,5	10,2	9
Hongrie	10	11,2	10,9	10,9	11
Lettonie	17,1	18,7	15,4	14,9	12
Lituanie	13,7	17,8	15,4	13,3	12
Pologne	8,2	9,6	9,7	10,1	11
Roumanie	6,9	7,3	7,4	7	7,5
Slovaquie	12	14,4	13,5	14	14,5
Slovénie	5,9	7,3	8,2	8,9	11
Rép. tchèque	6,7	7,3	6,7	7	7,6
Albanie	13,8	14,2	14,3	14	14
Bosnie-Herzégovine	24,1	27,2	27,6	28	28
Macédoine	32,2	32	31,4	31,6	29
Monténégro	19,3	19,6	19,7	19,7	20
Serbie	16,1	19,2	23	24	25
Kosovo	45,4	45,1	44,8	30,9	31

Sources : se reporter aux chapitres du volume correspondant aux pays
(p) : prévision

Les paradoxes de la démocratisation en Europe centrale et orientale

par Jacques Rupnik

Si l'on se penche sur l'état de la démocratie en l'Europe du Centre et de l'Est à la fin de 2013, on ne peut que constater qu'elle y donne des signes de fatigue, parfois même d'épuisement en Europe centrale. On évoquait pourtant il y a peu la *success story* de la transition en Hongrie, et on parlait de démocratie consolidée par l'adhésion à l'Union européenne. En revanche, on observe qu'elle enregistre des progrès dans une partie des Balkans, précisément là où la transition démocratique avait été entravée par l'héritage de la guerre de dissolution de la Yougoslavie, l'instabilité politique et la présence de régimes semi-autoritaires : la Croatie est devenue le vingt-huitième membre de l'Union européenne, la Serbie mène des négociations directes avec le Kosovo, et les élections en Albanie ont permis l'alternance au pouvoir et une scène politique moins conflictuelle et polarisée.

L'Europe du Centre-Est

La fatigue et parfois la régression de la démocratie sont les termes employés dans la région. Mais nuançons un tableau qui s'assombrit. On peut en effet distinguer trois cas de figure : la situation, préoccupante, de la Hongrie, de la Bulgarie et de la Roumanie, où l'on peut parler d'impasse démocratique ou même de régression ; celle de la République tchèque et, à un moindre degré, de la Slovaquie, qui se caractérise par un mélange d'épuisement des institutions et du système des partis, sur un arrière-plan dominé par la question de la corruption ; celle enfin de la Pologne, le pays le plus stable au cours des dernières années, où l'on assiste au retour en force du parti de Jaroslaw Kaczynski.

L'adoption en Hongrie le 11 mars 2013 de nouveaux amendements à la Constitution n'a fait que raviver les inquiétudes de l'opposition et de l'Union européenne concernant l'Etat de droit. Une majorité des deux tiers au Parlement peut désormais modifier les lois et invalider des décisions antérieures de la Cour constitutionnelle. Cela s'appelle la rétroactivité du droit, et si l'on y ajoute l'augmentation du nombre des juges constitutionnels (qui passe de onze à quinze) par la nomination de nouveaux juges favorables au gouvernement en place, on obtient une situation où l'Etat de droit est effectivement menacé. Pour Laszlo Solyom, éminent constitutionnaliste, ancien président de la République et ancien membre de la Cour, il a en fait cessé d'exister¹. D'autres mesures prises dans le même sens par le gouvernement de Viktor Orban contre toutes les institutions indépendantes du pouvoir politique telles que la Banque centrale ou la Cours des comptes conduisent à une situation où les contre-pouvoirs sont affaiblis ou « neutralisés ». Une démocratie majoritaire s'installe, où le pouvoir en place n'a plus besoin de négocier, encore moins d'inclure l'opposition. L'objectif affiché est de réparer les méfaits de quarante ans de communisme, au risque d'anéantir les bienfaits de vingt années de transition à la démocratie, autrefois jugée exemplaire précisément pour son respect du constitutionnalisme. Le directeur de l'Institut-1956 à Budapest, Pierre Kende, résume ainsi la situation : « Nous avons remplacé le despotisme du parti unique par celui d'un gouvernement ultra-majoritaire ».

Une nouvelle loi électorale remplace le scrutin à deux tours par un scrutin à un tour, ce qui renforce l'effet dominant du parti majoritaire et devrait permettre à Orban de se maintenir au pouvoir après les élections législatives prévues en 2014. D'autant que l'opposition est divisée, et l'opinion publique d'humeur sceptique et abstentionniste. Les médias de service public contrôlés par le

¹ L. Solyom, « Ce n'est pas un amendement, mais l'introduction subrepticement d'une nouvelle Constitution », in « Ex-president urges successor to veto constitutional changes », *MTI*, 11 mars 2013.

pouvoir, et les chaînes privées intimidées par le fait que les principaux annonceurs publicitaires sont des grands groupes dépendant du gouvernement, assureront une campagne électorale biaisée.

L'Union européenne et le Conseil de l'Europe ont obtenu quelques amendements à certaines lois jugées peu conformes aux standards européens², mais la pression reste prudente car le PPE, dont Orban est le vice-président, est majoritaire au Parlement européen, ce qui confère une certaine protection au gouvernement hongrois.

En 1927 le penseur et homme politique hongrois Oskar Jaszi avait parlé à propos du régime de Horthy de « régression autoritaire ». Celui de Viktor Orban n'est pas loin de le suivre...

La Bulgarie présente un cas fort différent, mais à certains égards tout aussi préoccupant. Ce n'est pas un excès de pouvoir entre les mains de l'exécutif qui est en cause, mais au contraire une extrême faiblesse. En effet, suite aux manifestations contre les augmentations du prix de l'électricité en 2012, le gouvernement de droite de Boïko Borisov (un ancien garde du corps devenu chef de la sécurité sous Simeon II, puis maire de Sofia) a dû démissionner le 20 février 2013 sous la pression de la rue. Au lendemain des élections anticipées du printemps, les socialistes et le parti de la minorité turque ont formé une coalition (avec le soutien tacite au Parlement du parti populiste et nationaliste Ataka). A peine constitué, ce gouvernement a dû faire face à une nouvelle vague de contestation réclamant son départ, une nouvelle Constitution et la prise de mesures contre la corruption. Cette dernière revendication visait particulièrement le magnat de la presse Delyan Peevski, nommé à la tête de l'Agence d'Etat pour la sécurité nationale (les services de renseignements).

Après six mois de contestation, c'est toujours l'impasse : une protestation radicale contre les élites s'exprime, sans profil politique clairement défini et sans leader, qui ne peut déboucher sur aucune solution alternative.

Ivan Krastev, le directeur de Center for Liberal Strategies à Sofia, interprète cette situation comme un rejet en bloc des élites politiques, de leur « consensus » sur les politiques économiques et de leurs liens avec divers groupes oligarchiques³. La participation au processus démocratique est dévaluée et nombreux sont ceux qui « votent avec leurs pieds » et quittent le pays : un million de Bulgares (15 % de la population) ont émigré au cours de la dernière décennie. D'autant que tous les gouvernements poursuivent en gros la même politique. Le pays a été gouvernée par la gauche postcommuniste puis par la droite, par en haut avec le retour de Simeon II puis par en bas avec Boïko Borisov et sa croisade contre les corrompus. Aujourd'hui, la Bulgarie s'installe dans ce que Pierre Rosanvallon appelle la contre-démocratie ou la « démocratie de défiance »⁴.

La scène politique de la République tchèque est beaucoup moins dramatique, mais elle combine des éléments des deux cas mentionnés : la montée en puissance de l'exécutif et la défiance envers les partis qui ouvre la voie à de nouveaux acteurs.

Deux éléments majeurs se sont combinés : l'instauration de l'élection du Président au suffrage universel direct, et la décomposition des deux grands partis établis depuis deux décennies. Etant donné les tractations indignes qui avaient entaché l'élection du président Klaus en 2008, un scrutin présidentiel direct en janvier 2013 a semblé souhaitable. L'ancien leader social-démocrate Milos Zeman l'a emporté au second tour de dix points sur son rival de droite le prince Schwarzenberg. Il a d'emblée affiché son intention de présidentialiser sa lecture de la Constitution, qui reste en principe parlementaire. Trois éléments ont favorisé cette ambition. D'une part, son élection lors du premier scrutin direct lui a incontestablement conféré une forte légitimité par rapport aux autres institutions. D'autre part, la

² Ph. Ricard et J. Stolz « La Hongrie critiquée par les institutions européennes avant la modification de sa Constitution », *Le Monde*, 11 avril 2013.

³ I. Krastev, « Bulgaria's revolt against consensus », *Project Syndicate*, 13 mars 2013.

⁴ P. Rosanvallon, *La Contre-démocratie*, Le Seuil, 2006.

coalition de gouvernement de droite en place, dirigée par Petr Necas s'est effondrée, ce qui lui a permis de nommer un « gouvernement provisoire d'experts » qui a exercé un intérim très présidentiel. Enfin les résultats des élections législatives du mois d'octobre ont doublement surpris, en témoignant de l'affaiblissement considérable des deux grands partis – l'ODS, à droite, a obtenu 7 % des suffrages et le parti social-démocrate en a reçu 20 % –, mais aussi de la percée d'un nouveau rassemblement, ANO (qui signifie « oui ») du milliardaire slovaque Andrej Babis. Cet affaiblissement électoral est aggravé par les graves crises internes auxquelles les deux grands partis sont confrontés. Du côté de l'ODS, Petr Necas a dû démissionner du poste de Premier ministre après un raid nocturne dans ses bureaux de la police anticorruption. En ce qui concerne les sociaux-démocrates, c'est Milos Zeman qui a tenté un putsch le soir même de son élection pour en renverser la direction et imposer une faction qui lui soit loyale. La tentative a échoué, mais le parti est scindé en deux, et a été très affaibli par les médiocres résultats des élections législatives.

Ce contexte a contribué à faire de la lutte anticorruption une des préoccupations majeures des électeurs qui ont voté pour la liste de Andrej Babis, dont c'était le principal thème de campagne. Babis, certains le craignent à Prague, pourrait être une sorte de Berlusconi tchèque : il a fait fortune dans l'agroalimentaire, a acheté deux quotidiens et veut débarrasser le pays d'élites politiques parasites et incompetentes. Son mouvement composé de personnalités célèbres sans profil politique s'appelle donc ANO, mais l'électeur ne sait pas vraiment à quoi il dit « oui », si ce n'est à un leader providentiel. Ce qui fait de la concurrence à celui qui est installé au château de Prague et croyait remplir ce rôle... Babis veut « gouverner l'Etat comme on gouverne une entreprise », et les notions de service public ou d'espace public ne figurent pas dans ses préoccupations. Une coalition avec le parti social-démocrate est en gestation et Babis réclame déjà le poste de ministre des Finances. Le conflit d'intérêt n'est pas loin...

La Pologne est le pays le plus stable politiquement de la région, celui qui – cas unique en Europe – n'avait jusqu'à maintenant pas connu la crise économique et dont le ministre des Affaires étrangères Radek Sikorski avait formulé dans ses discours de Berlin et d'Oxford une vision audacieuse pour l'Europe, que l'on pourrait qualifier d'eurofédéraliste. Mais cette présentation trop lisse ne correspond plus tout à fait à la réalité, et le paysage politique fait (ré)apparaître des objets de préoccupation. Selon un sondage de novembre 2013, le parti de Donald Tusk de centre droit libéral au pouvoir, Plateforme civique, n'aurait le soutien que d'un cinquième de la population, alors que son rival de la droite conservatrice nationale, Droit et Justice (PiS), dirigé par Jaroslaw Kaczynski, est bien de retour avec plus d'un tiers d'opinions favorables.

Le gouvernement Tusk est en fin de cycle. Reconduit en 2011 après un mandat de quatre ans, le Premier ministre subit l'usure du pouvoir, ayant épuisé ses élans réformistes d'antan, et il ne semble qu'attendre la manne européenne (105 milliards d'euros de prévus dans le prochain budget de l'UE) pour assurer la poursuite de la modernisation du pays. La gauche est en recomposition et revient lentement avec sa branche socialiste (le SLD de Leszek Miller) et sa branche libérale (le mouvement Palikot). Une extrême droite nationaliste musclée autour de Mouvement national fait une percée, en s'attaquant tantôt à l'« Arche de la tolérance » à Varsovie, incendiée quatre fois, tantôt à l'ambassade de Russie le 11 novembre, jour de la fête de l'Indépendance. Son modèle est le Jobik, mouvement fascisant hongrois qui a obtenu 17 % aux dernières élections, et sert d'alibi à Orban qui se targue d'être la face respectable de la droite hongroise. On peut dire de même que le PiS polonais prend pour modèle le Fidesz hongrois. Un mythe de la « révolution Orban » semble inspirer la droite nationale polonaise et lui donner l'espoir de revenir au pouvoir après l'épisode avorté de 2005-2007. Il est à noter que le gouvernement polonais, qu'il s'agisse de Tusk ou du ministre des Affaires étrangères Sikorski, apporte aussi son soutien sans faille au gouvernement hongrois face aux critiques européennes. Cela semble peu cohérent sur le plan de la politique intérieure. Mais en République tchèque, messieurs Necas et Schwarzenberg ont fait de même lorsqu'ils étaient au pouvoir. Tout se passe comme si en Europe centrale, on récusait les critiques de l'Union européenne envers « l'un des nôtres », de peur d'avoir demain à y répondre.

Les Balkans

Au moment même où la Croatie signait, le 1^{er} juillet 2013 à Bruxelles, son traité d'adhésion à l'Union européenne, la Serbie obtenait le statut de candidat officiel. Une façon de tourner la page pour ces deux nations qui inventèrent la Yougoslavie au XIX^e siècle (« une idée croate réalisée par des moyens serbes ») et furent les artisans de sa destruction, la Bosnie en étant la principale victime collatérale. La Croatie ouvre la voie de l'Union à la Serbie et aux Balkans occidentaux.

La victoire des nationalistes aux élections présidentielles et législatives de mai 2012 avait pourtant fait craindre une régression de la démocratie et des rapports de la Serbie avec l'UE. Trois facteurs ont permis au Conseil européen de juin d'émettre un avis favorable.

D'abord, « l'acquis » (non remis en cause) de la coopération du précédent gouvernement de Belgrade avec le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) de La Haye. Après Radovan Karadzic livré en 2008, Ratko Mladic, le général bosno-serbe responsable du massacre de Srebrenica en 1995, a été arrêté le 26 mai 2011. Or la signature d'un accord de stabilisation et d'association entre Belgrade et Bruxelles était suspendue à l'arrestation de ces deux hommes.

Ensuite, la normalisation des relations de la Serbie avec ses voisins, et le fait qu'elle ait adopté une attitude empreinte de pragmatisme sur la question du Kosovo en ce qui concerne la circulation des biens et des personnes, et au sujet du sort de la minorité serbe, dont environ la moitié (45 000 personnes sur moins de 100 000) vit dans une enclave au nord du Kosovo, autour de la ville divisée de Mitrovica, adjacente à la Serbie. Mitrovica est contrôlée par Belgrade qui en finance les administrations, les hôpitaux et les écoles. Cette situation, qui prévaut depuis l'intervention militaire internationale au Kosovo du printemps 1999, est contestée par le gouvernement de Pristina, surtout depuis la déclaration d'indépendance du pays – reconnu par une centaine d'Etats dont vingt-deux membres de l'UE – en février 2008 et la décision de la Cour de justice internationale de La Haye d'août 2010 considérant que cette déclaration n'était pas contraire au droit international. L'ouverture des négociations de la Serbie avec l'Union européenne était directement liée aux progrès spectaculaires de la négociation entre Belgrade et Pristina. L'Accord de principe sur la « normalisation des relations » a été suivi d'un accord sur les questions techniques : la gestion des frontières et la protection du patrimoine culturel et religieux serbe au Kosovo. Les deux Premiers ministres ont surtout signé le 8 septembre 2013 à Bruxelles un accord sur la participation des Serbes du nord du Kosovo aux élections municipales de novembre, inversant la politique antérieure de Belgrade qui les encourageait à boycotter les scrutins, pour signifier leur non-reconnaissance de l'Etat. Ces élections ont été émaillées de quelques incidents dans la partie Nord du Kosovo, qui ont entraîné leur annulation dans trois bureaux de vote (où il faudra voter à nouveau), mais elles se sont déroulées correctement dans l'ensemble.

Cette percée s'explique principalement par une accélération parallèle des négociations avec l'UE. L'examen de « l'acquis » européen a commencé le 25 septembre 2013 par les chapitres 23 et 24, les plus ardues, qui concernent la justice et son indépendance, ainsi que le respect des droits fondamentaux, soit l'affirmation de la construction d'un Etat de droit en Serbie comme condition première de sa future adhésion.

Enfin, la troisième raison du feu vert donné par Bruxelles concerne l'évolution des rapports du nationalisme serbe avec la démocratie et l'Europe. Après la décennie du nationalisme autoritaire sous Milosevic, la Serbie est entrée dans une deuxième phase où les électeurs étaient censés choisir entre les défenseurs des « intérêts nationaux » (Kosovo) et les « pro-européens ». Ce fut la rivalité entre Kostunica et Djindic puis Tadic. Dans l'actuelle troisième phase, le clivage antérieur n'a pas disparu, mais les héritiers du nationalisme radical deviennent modérés et adaptent leur projet politique à l'entrée dans l'Union. La Croatie l'a fait il y a dix ans sous la direction d'Ivo Sanader, successeur de Tudjman à la tête du HDZ. Au nom du changement dans la continuité, il s'est efforcé de rendre le nationalisme croate « eurocompatible ». Sanader est aujourd'hui en prison pour corruption, mais il a

créé un consensus entre les forces politiques croates sur la question européenne. Ce « modèle » croate est à l'œuvre en Serbie aujourd'hui et plus généralement dans la région : il s'agit de passer du nationalisme autoritaire à un nationalisme modéré qui s'accommode de l'alternance démocratique et de la perspective européenne. Ceux qui feront entrer les Balkans dans l'Union européenne seront moins des libéraux démocrates que des nationalistes modérés, tournés vers l'Europe par réalisme plus que par conviction.

Les options n'étaient pas si nombreuses. Les Etats-Unis ont d'autres priorités et sont ravis de déléguer la question à l'Union européenne. La Chine est loin (même si elle peut apporter des investissements). La Russie a conservé une place dans la région en soutenant la Serbie contre le Kosovo en échange du contrôle du complexe énergétique serbe. Mais la Russie de Poutine est une puissance, pas un modèle attractif pour les Balkans comme pour l'Ukraine.

Treize ans après la chute de Milosevic, au moment où la politique et les élites serbes se tournent vers l'Europe, les illusions ne sont plus de mise. Le taux d'opinions favorables à l'Union européenne était de 80 % il y a dix ans ; il n'est plus que de 50 %. Les réformes en cours seraient nécessaires indépendamment de la perspective européenne, mais elles ne tiennent que grâce à elle⁵. Si elle manquait de crédibilité et s'estompait, c'est toute la reconstruction des Balkans de l'après-guerre qui pourrait vaciller. L'Europe pose comme condition la coopération régionale. Elle se doit, par conséquent, de ne pas seulement traiter pays par pays. Chaque nouvel Etat post-yougoslave a des contentieux résiduels avec ses voisins. La perspective européenne doit être pour la Serbie l'occasion de les régler avec le Kosovo comme avec les autres environnants.

Etat de de la démocratie évalué par Freedom House (2013)

1 désigne le meilleur score, 7 le moins bon

Slovénie	1.89	Bosnie	4.39
Estonie	1.96	Ukraine	4.86
Lettonie	2.07	Géorgie	4.75
Hongrie	2.89	Moldavie	4.82
Slovaquie	2.57	Arménie	5.36
République tchèque	2.14	Kosovo	5.25
Lituanie	2.32	Kirghizstan	5.96
Pologne	2.18	Russie	6.21
Bulgarie	2.89	Tadjikistan	6.25
Roumanie	3.50	Azerbaïdjan	6.64
Serbie	3.64	Kazakhstan	6.57
Croatie	3.61	Belarus	6.71
Macédoine	3.93	Ouzbékistan	6.93
Monténégro	3.82	Turkménistan	6.93
Albanie	4.25		

⁵ Conférence de Tanja Miscevic, négociatrice de la Serbie avec l'UE, au CERI le 12 novembre 2013.

Première partie

Les pays d'Europe centrale

Croatie, Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Slovénie *par Jean-Pierre Pagé*

Le thème du Forum de Krynica, le « Davos » de l'Europe de l'Est, qui s'est tenu du 3 au 5 septembre 2013 était « Vers un New Deal ? ». La question sous-jacente était bien entendu : les pays de l'Europe centrale vont-ils connaître un sursaut économique ? Le déroulement des débats a montré que cela n'allait pas de soi.

Tout d'abord, comme le savent les lecteurs du *Tableau de bord*, il est difficile de parler de l'Europe centrale comme d'une entité homogène, tant sont différents les parcours et les situations économiques des pays qui la composent. L'idée d'une coopération spécifique entre eux, qui a connu son âge d'or au cours des années 1990 avec la constitution du groupe dit « de Vysegrad » et a été le moteur du Forum de l'Europe centrale voulu et coprésidé par Raymond Barre, Bronislaw Geremek et Helmut Schmidt, n'est plus vraiment à l'ordre du jour, même si certains orateurs du Forum de Krynica ont cherché à lui donner une nouvelle vigueur. Tout au plus ont-ils essayé de la ressusciter en utilisant le maître mot, bien usé, de compétitivité et en ressortant le slogan habituel selon lequel : « ce n'est pas l'argent qui manque, mais une bonne utilisation de celui-ci qui doit être exclusivement confié au secteur privé et non au dispendieux et inefficace secteur public. »

Mais l'essentiel, qui est apparu très vite à Krynica, est que même si l'Europe centrale dispose de ressorts propres (et si le Premier ministre de la Pologne se veut optimiste en ce qui concerne son pays), elle demeure, du fait de son intégration dans l'Union européenne, très dépendante de la situation économique de celle-ci, et en particulier de la zone euro. Il a donc fallu poser la question fatidique : « La crise de la zone euro est-elle derrière nous ? ». Si plusieurs orateurs ont cru pouvoir donner une réponse plutôt positive (« oui mais... »), il est vite apparu que les racines profondes de cette crise n'avaient pas été extirpées et que la situation de l'Europe centrale restait très dépendante des efforts à fournir encore pour créer une solide gouvernance au niveau de l'Union européenne, fondée sur des institutions et des politiques plus intégrées.

Cela étant, il ne faut pas négliger les progrès accomplis par l'Europe centrale depuis vingt-quatre ans. C'est une région qui se caractérise par la solidité de ses institutions démocratiques, même si, on l'a vu, des événements récents, en Hongrie en particulier, inspirent quelques craintes à cet égard. La transition lui a permis de disposer d'une économie moderne et, à l'exception de la Slovénie, d'un système bancaire performant qui a traversé sans trop de dégâts la tourmente de la crise. La Croatie, nouvelle venue dans la famille, occupe bien entendu une place à part.

Pour autant, la situation de chacun des pays de l'Europe centrale présente de grandes différences et mérite un regard spécifique. C'est ainsi que l'on peut distinguer :

- la Pologne, à l'économie diversifiée, qui a su éviter l'écueil du « tout austérité » en menant une politique dynamique, profitant de l'autonomie que lui conférait le maintien d'une monnaie propre avec un taux de change librement ajustable et qui a tiré un parti maximal de la manne des fonds structurels européens. La croissance ne s'y est pas démentie, même pendant l'acmé de la crise en 2009, toutefois elle souffre aujourd'hui de l'arrêt de son principal moteur, qui lui a procuré jusqu'à 3 % de PIB par an : l'achèvement du programme de fonds européens 2007-2013. La crainte d'un « atterrissage en douceur » s'estompe cependant, et certains indicateurs laissent entrevoir la possibilité d'une relance de la croissance ;

- la République tchèque, à l'opposé, qui dispose de solides atouts (une économie et des finances publiques saines), une industrie robuste, mais que la majorité de centre droit qui l'a gouvernée pendant sept années a plongée, inutilement, dans la récession afin de se conformer à la vulgate néolibérale donnant une priorité excessive à l'équilibre des finances publiques ;

– la Slovaquie, qui a fait l’objet d’une spécialisation réussie grâce à l’apport de quelques-unes des entreprises mondiales les plus performantes dans le secteur de l’industrie automobile, en tirant parti de la modestie de ses coûts de production et au prix d’un grave creusement des déséquilibres entre une partie occidentale riche et industrialisée et une partie orientale quelque peu en déshérence. C’est bien entendu la dépendance vis-à-vis de cette spécialisation qui en fait la fragilité ;

– la Hongrie, réputée au début de la transition pour le caractère gradualiste de sa méthode de passage à l’économie de marché, dont l’économie a pourtant été sévèrement touchée d’abord par la crise d’austérité imposée à l’ancienne majorité socialiste, qui avait dissimulé de graves déséquilibres financiers, puis chahutée par les virages successifs pris par le gouvernement de Victor Orban afin de concilier les exigences de la procédure imposée par Bruxelles pour la réduction de son déficit des finances publiques avec le souci de ne pas trop pénaliser une population déjà fortement éprouvée par la politique de rigueur précédente ;

– la Slovénie, qui avait particulièrement bien réussi sa transition, mais a intégré trop tôt la zone euro, au moment où celle-ci entrait en crise et alors qu’avec un secteur bancaire très endetté et des entreprises publiques à restructurer, elle n’était pas en mesure d’appliquer la politique dictée par Bruxelles ;

– la Croatie, qui s’est épuisée à respecter les normes financières et à mener les réformes structurelles exigées pour l’intégration dans l’Union européenne et vient, exsangue, d’y entrer.

Impossible donc de tirer un bilan simple de l’évolution de la situation économique de ces six pays aux expériences disparates, et encore moins un modèle de gouvernance face à la crise qui affecte l’UE.

Croatie

En adhérant à l’Union européenne, la Croatie a quitté le groupe des Balkans de l’Ouest pour rejoindre, dans celui des « Nouveaux Etats membres » de l’Union européenne (NEM), les autres pays de l’Europe centrale. « C’est un juste retour à l’histoire et à l’Europe » affirment certains commentateurs locaux, malgré le peu d’enthousiasme de la population (si on se réfère au faible taux de participation au référendum sur l’adhésion : 28,7 % seulement des Croates se sont prononcés en sa faveur).

Catherine Samary rappelait, dans le dernier *Tableau de bord*, combien le chemin suivi par la Croatie de 2009 à 2012 avait été pénible. A la grave crise immobilière succédant à l’euphorie des années 2000 et à l’engouement des Occidentaux pour ce nouveau paradis du tourisme, se sont ajoutés, dans le cadre de la politique d’austérité imposée par la Commission européenne (afin d’endiguer la montée des dettes et déficits publics), les désengagements de l’Etat dans les chantiers navals qui constituaient le principal moteur et soutien de l’activité économique. Cela a entraîné, après la chute sévère de la croissance du PIB, une suite ininterrompue de récessions. La Croatie était donc quasiment anémique lorsqu’elle a intégré l’Union, le 1^{er} juillet 2013.

Si les politiques menées par le pays pour satisfaire aux critères exigés pour l’adhésion à l’Union européenne ont permis de ramener son déficit des finances publiques à 3,8 % en 2012 (il était de plus de 5 % du PIB en 2010 et 2011), moyennant une sévère réduction des dépenses publiques (de plus de 46 % du PIB encore en 2011 à moins de 41 % en 2012), elles ont eu un coût élevé en matière d’activité économique. Le PIB de la Croatie a diminué de plus de 11 % depuis 2008, essentiellement à cause de la diminution de la demande domestique, qu’il s’agisse de la consommation des ménages ou, plus encore, de la formation brute de capital fixe.

En effet, les réformes imposées aux chantiers navals pour couper sévèrement dans les coûteuses subventions en termes de finances publiques, ont eu pour conséquence de continuer à faire baisser la production industrielle (en particulier en 2012) après la chute de 2009, malgré les progrès accomplis dans les domaines des industries métallurgiques et pharmaceutiques, et de provoquer un bond du chômage, passé de 9,1 % en 2009 à 15,8 % en 2012, en multipliant les fermetures de chantiers et les

licenciements. Le chômage des jeunes a plus particulièrement pris des proportions inquiétantes, et atteint un taux supérieur à 50 %, ce qui range la Croatie dans la catégorie de l'Espagne et de la Grèce.

En outre, le pays n'a pas de perspectives prometteuses en ce qui concerne ses exportations (attendues en baisse de 5 % en 2013) étant donné la crise qui affecte ses principaux partenaires commerciaux, l'Italie mais aussi la Slovénie, et, plus généralement, les pays des Balkans de l'Ouest. De surcroît, en intégrant l'Union, la Croatie a perdu les avantages dont elle bénéficiait dans le cadre des accords de libre-échange des pays d'Europe centrale et orientale – CEFTA – non membres de l'UE. C'est ainsi que la Bosnie-Herzégovine a dû suspendre les importations de viande et de produits carnés venant de Croatie sans certificats européens : cela concerne une vingtaine d'abattoirs et de petits producteurs croates. D'autres entrepreneurs devront augmenter leurs droits de douane et certains, pour ne pas perdre leurs clients, se délocalisent en Bosnie-Herzégovine. La balance des paiements courants devrait rester équilibrée en 2013 comme en 2012, grâce au tourisme qui demeure, plus que jamais, le principal apport de ressources de la Croatie.

Dans ces conditions, les perspectives économiques restent préoccupantes, d'autant que l'assainissement des finances publiques n'est pas terminé. L'objectif du gouvernement, un déficit public de 3,6 % du PIB en 2013, qui a fondé le budget révisé d'avril, a très peu de chances d'être atteint, et une prévision d'un déficit de près de 5 % est beaucoup plus plausible, alors que le rapport de la dette publique au PIB ne cesse d'augmenter et se rapproche dangereusement du seuil de 60 % qu'elle pourrait dépasser en 2014, déclenchant la procédure européenne pour déficit excessif. La Croatie est actuellement dans le piège bien connu par d'autres pays de l'Union européenne qui veut que les politiques d'austérité menées pour rééquilibrer les finances publiques ne fassent que détériorer la situation macroéconomique, et rendent encore plus inatteignables les objectifs fixés en termes de rééquilibrage. Déjà, les agences Moody's et Standard and Poors ont dégradé au cours des premiers mois de 2013 la note de la Croatie pour rabaisser ses titres au niveau de *junk bonds*.

La Croatie, qui devrait connaître encore une décroissance de son PIB de l'ordre de 1 % en 2013, ne peut espérer, au-delà des perspectives touristiques que lui offre la beauté de ses paysages et rivages, qu'une amélioration sensible de la situation de l'Union européenne, avec des conséquences positives en termes d'apports de capitaux et d'investissements étrangers.

Hongrie

Après la cure de rigueur menée sous l'ancienne majorité, la Hongrie de Victor Orban poursuit difficilement son chemin. La mise en place d'une procédure pour déficit excessif et la menace d'une suspension des transferts européens au titre des fonds structurels ont obligé le gouvernement à renoncer à sa tentative de stimuler la croissance par un relâchement de la consolidation budgétaire et, comme on l'a vu dans les précédentes éditions du *Tableau de bord*, à introduire de nouvelles mesures d'austérité. Cela a permis de ramener le déficit des finances publiques à 2 % du PIB en 2012, après l'excédent exceptionnel de 4,2 % en 2011 dû au rapatriement des réserves accumulées dans le fonds de pension du deuxième pilier (capitalisation) vers le premier (répartition). Cela a permis aussi de stabiliser la dette publique et de ramener son taux par rapport au PIB en dessous de 80 % du PIB en 2012.

Mais le prix à payer a été élevé. La Hongrie, qui avait encore enregistré une croissance de 1,6 % en 2011, a connu une récession de 1,7 % en 2012. Après l'annonce de nouvelles mesures pour réduire le déficit budgétaire en 2013, Ecofin a certes décidé d'abroger la procédure pour déficit excessif, ce qui offre de nouvelles marges de manœuvre au gouvernement, mais elles demeurent limitées, en raison principalement de l'état de l'économie.

Mis à l'épreuve par les prélèvements opérés par le gouvernement (taxe sur les banques et nouvelle taxe sur les transactions financières), le secteur bancaire hongrois, qui était l'un des piliers de l'économie du pays, a vu ses profits diminuer au cours des deux précédentes années. Le processus de *deleveraging* a commencé et un retrait d'une ou plusieurs banques étrangères n'est pas à exclure. Tout cela a des conséquences sur l'intermédiation financière : le stock de crédits aux ménages a diminué de 4 % en rythme annuel, alors que le montant des prêts aux ménages considérés comme « non-performants » a augmenté de 15 %. Par ailleurs, les inégalités se sont multipliées au cours des trois dernières années, comme le montrent les résultats d'une enquête réalisée par l'Institut Tarki.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant de constater que le taux de chômage reste fixé au niveau de 11 % (en termes d'enquêtes-emploi) et que la demande domestique demeure particulièrement atone, qu'il s'agisse de la consommation des ménages (en retrait de 1,4 % en 2012) ou de la formation brute de capital fixe (-3,9 %).

Pour stimuler l'économie, la Banque centrale a procédé à plusieurs abaissements de son taux directeur qui est descendu au niveau historiquement le plus bas de 4,25 % le 26 juin 2013, et elle focalise son effort sur des prêts aux PME à des taux préférentiels.

Si la Hongrie a connu, au cours du premier trimestre de 2013, une augmentation de son PIB de 0,7 % par rapport au dernier trimestre de 2012, c'est grâce à l'exceptionnelle augmentation de la production agricole au cours de cette période. Mais les perspectives pour l'ensemble de l'année sont beaucoup moins favorables. La demande domestique devrait rester atone avec une consommation des ménages au profil plat et une formation brute de capital fixe toujours en repli (de près de 1 %), selon le « consensus des experts ». L'état des principaux marchés extérieurs de la Hongrie rend très problématique une accélération significative des exportations capable de prendre le relai du marché intérieur. La Hongrie peut donc espérer, au mieux, éviter la récession en 2013 avec un taux de croissance du PIB approchant 1 %, mais ce n'est nullement garanti.

Pologne

Comme nous l'anticipions dans le précédent *Tableau de bord*, l'économie polonaise a connu une sorte d'« atterrissage en douceur » au début de l'année 2013 avec un taux de croissance du PIB au premier trimestre de seulement 0,5 % (en rythme annuel), contre 3,5 % encore au premier trimestre de 2012. Il y a plusieurs explications à cela.

D'abord, nous l'avons dit, la Pologne ne bénéficie plus du principal moteur de sa croissance qui était fourni par l'Europe. Le *boom* des investissements publics dans les infrastructures qui en est résulté est provisoirement terminé et la consommation des ménages, plate au premier trimestre, ne semble pas en mesure, malgré un dynamisme des salaires réels qui devraient être à nouveau en progression d'un peu moins de 1 % en 2013, de prendre le relai en stimulant l'investissement privé. Au total, on attend une formation brute de capital fixe en baisse de 3 % cette année. C'est encore le commerce extérieur qui devrait demeurer la principale source de croissance, avec une hausse des exportations qui serait de l'ordre de 4 %, nettement supérieure à celle des importations (1 %). Mais cela conserve un caractère aléatoire et dépend de l'évolution de la situation dans la zone euro.

Dans ce contexte, si la situation financière du secteur des entreprises s'est un peu détériorée depuis le deuxième trimestre de 2012 en raison d'une érosion des profits, il dispose toujours d'importantes ressources qui lui permettent de relancer l'investissement si les perspectives s'améliorent, en particulier en ce qui concerne les entreprises travaillant pour l'exportation.

En outre, la Pologne continue de bénéficier de l'excellente santé d'un système bancaire robuste et classique dont le modèle traditionnel, centré sur la fourniture de prêts aux acteurs du marché domestique, lui a permis d'échapper aux tentations et aux turbulences qui ont ébranlé les banques et

les marchés financiers plus à l'ouest et, en particulier, dans l'eurozone. Comme l'a déclaré Marek Belka, le président de la Banque centrale, cité par *The Warsaw voice* : « Le système bancaire polonais est un exemple qui, à plusieurs titres, est un objet d'envie pour les autres pays, dans la mesure où il est bien capitalisé, fiable et simple, ce qui signifie qu'il ne peut pas déstabiliser le pays en cas de difficultés ». De fait, selon le *Euromoney Country Risk* qui évalue la stabilité des systèmes bancaires européens, le système polonais figure en bonne place et bénéficie de notations financières élevées à l'étranger. Et le dernier *Financial Stability Report*, publié en juillet, indique quant à lui que les banques polonaises sont « sûres » et « résilientes » face à la crise et que, depuis le début de cette dernière, aucune banque n'a nécessité une recapitalisation avec des fonds publics.

Pour stimuler l'activité, le gouvernement dispose de deux instruments de politique économique. En attendant le renouvellement de l'apport des fonds européens au titre du programme 2014-2020, il semble prêt à relancer l'investissement public, même si cela peut sembler contrarier l'effort de réduction d'un déficit des finances publiques ramené à environ 4 % du PIB. D'une façon plus générale, on note l'infléchissement d'une politique budgétaire qui tend à devenir moins restrictive, ne serait-ce que pour enrayer la chute de popularité du Premier ministre. Pour se donner de la marge et réduire la pression sur la dette publique dont le montant frôle toujours dangereusement le seuil à ne pas dépasser selon la Constitution, le gouvernement vient de prendre une décision que l'on peut qualifier d'héroïque autant qu'iconoclaste dans le contexte néolibéral : celle de nationaliser *de facto* le deuxième pilier des fonds de pension, en rapatriant les fonds privés accumulés au titre de ce deuxième pilier (OFF) dans le régime public (ZUS) du premier pilier. Le deuxième instrument est la politique monétaire, dont l'assouplissement est facilité par l'accélération de la diminution de l'inflation : son estimation est ramenée de 3,7 % en 2012 à environ 1 % en 2013.

Au total, le maintien au minimum d'une croissance en Pologne, qui pourrait se situer aux environs de 1 % en 2013, paraît vraisemblable. Bien entendu, dans le cas d'une reprise avérée dans la zone euro (plus particulièrement en Allemagne), les possibilités de croissance en Pologne seraient fortement accrues. D'ores et déjà, certains signes avant-coureurs, notamment dans le secteur manufacturier, laissent envisager la possibilité d'une accélération de la croissance à la fin de 2013 et en 2014, même si le retour à une franche reprise risque de prendre du temps, compte tenu de la faiblesse actuelle de l'investissement privé et, surtout, public. Cela n'empêche pas certains secteurs de l'activité de souffrir, en particulier celui du bâtiment et des travaux publics, durement éprouvé par l'achèvement des précédents programmes publics, qui devrait connaître une profonde récession en 2014 en l'absence de nouvelles commandes dans ce domaine.

Slovaquie

La Slovaquie et la Pologne sont les deux pays de l'Europe centrale qui présentent les performances les plus positives depuis le summum de la crise financière de 2008-2009, mais pour des raisons différentes. Après avoir été sévèrement touchée par cette crise en 2009 au point de voir son PIB diminuer de près de 5 % et avoir connu un rebondissement de sa croissance d'une ampleur presque aussi importante en 2010, la Slovaquie poursuit son chemin sur une trajectoire positive, même si sa croissance, après avoir atteint encore 2 % en 2012, s'essouffle en 2013.

Il faut rappeler que la discipline dont le pays a fait preuve dans le domaine des équilibres macroéconomiques lui a permis de satisfaire aux critères de Maastricht et d'intégrer la zone euro le 1^{er} janvier 2009. Depuis lors, malgré les effets de la crise financière qui ont porté son déficit public à 8 % du PIB en 2009 et sa dette publique à 41 % du PIB en 2010, la Slovaquie s'est distinguée par les efforts que son gouvernement de centre droit a menés pour restaurer les équilibres macroéconomiques qui ont donné à ce pays l'image d'un « bon élève de la zone euro », ce dont il n'est pas peu fier. Certains auraient pu craindre que le changement de majorité en 2011, qui a donné le pouvoir au

gouvernement de centre gauche dirigé par Robert Fico, compromette les résultats de ces efforts. Même si ce gouvernement a infléchi la politique fiscale dans le sens d'une plus grande justice sociale, notamment en remplaçant la célèbre *flat tax* par un impôt progressif sur les revenus, il n'en a rien été et il poursuit l'effort de consolidation fiscale.

Mais les caractéristiques de l'économie slovaque sont bien différentes de celles de l'économie polonaise et confèrent au pays une vulnérabilité beaucoup plus grande. Car contrairement à la Pologne, dont l'économie est diversifiée et repose sur une palette industrielle et agricole étendue, la Slovaquie, pays beaucoup plus petit, dépend essentiellement en matière économique d'un seul secteur, celui de l'industrie automobile. En témoignent les fluctuations de l'économie que nous avons rappelées. Cohéritière avec la République tchèque de la Tchécoslovaquie, la Slovaquie bénéficie de l'ancienne tradition industrielle de celle-ci et a pu, grâce à la qualité et au faible coût de sa main-d'œuvre, attirer les meilleures entreprises automobiles de l'étranger. Or sa vulnérabilité tient à cette situation, qui la rend totalement dépendante de la conjoncture dans ce domaine. A cela s'ajoute la très forte inégalité de situation qui oppose à la riche partie occidentale autour de Bratislava la région orientale beaucoup plus défavorisée autour de Kosice, à laquelle le statut de co-capitale culturelle de l'Europe en 2013 n'a pas fait oublier les déboires de l'industrie métallurgique. Bien évidemment, cette dépendance de la Slovaquie vis-à-vis de la conjoncture dans le domaine de l'automobile fait peser sur elle un risque permanent, même si le maintien d'une conjoncture relativement positive en Allemagne, son premier client en tant que sous-traitant, l'a jusqu'ici prémunie contre ce risque.

De fait, ce sont les performances à l'exportation de l'industrie automobile slovaque qui expliquent, pour l'essentiel, la croissance de la production industrielle du pays, de plus de 8 % en 2012, ainsi que celle de 2 % du PIB la même année. Ces rythmes satisfaisants de croissance ont fléchi au début de 2013 (0,3 % pour la production industrielle en rythme annuel au premier trimestre). On peut rapprocher cela de l'évolution de la conjoncture en Allemagne (qui a connu un moment de faiblesse au début de l'année) et en République tchèque, son deuxième marché extérieur, touchée par l'aggravation de la récession.

La Slovaquie a été d'autant plus pénalisée que, dans le même temps, en conséquence de la politique de consolidation fiscale, toutes les composantes de la demande domestique sont restées à l'arrêt ou en déclin : la consommation des ménages subit le double effet d'un niveau de chômage demeuré très élevé depuis le déclenchement de la crise, et d'une diminution du salaire réel en 2012, qui succède à celle de 2011. A cela se sont ajoutées les diminutions de la consommation publique et de la formation brute de capital fixe (cette dernière s'est accélérée au début de 2013), la production du BTP continuant à chuter comme dans tous les pays de l'Europe centrale.

Nonobstant le changement de majorité, la Slovaquie poursuit en effet son effort de consolidation fiscale. Le déficit public est passé de près de 8 % du PIB en 2010 et encore plus de 5 % du PIB en 2011 à 4,3 % en 2012 (en dessous de l'objectif officiel de 4,6 %). En revanche, la dette publique a fortement augmenté en 2012 (passant de 43,3 % du PIB en 2011 à 52,1 %), ce qui l'a fait passer au-dessus du seuil (50 %) stipulé par la loi constitutionnelle sur la responsabilité budgétaire. En conséquence, des mesures ont été prises au début de l'année 2013, notamment l'augmentation des taux de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt sur les revenus. Ce faisant, le gouvernement s'est fixé l'objectif de faire descendre le déficit public en dessous de 3 % du PIB en 2013, puis de le ramener à 2,6 % en 2014 et 2 % en 2015, afin de satisfaire aux obligations de la procédure européenne pour déficit excessif.

Compte tenu de tous ces éléments, s'il ne paraît pas possible de maintenir en 2013 le taux de croissance du PIB de 2012 (2 %) qui s'explique principalement par le développement exceptionnel de la production de véhicules automobiles cette année-là, la Slovaquie peut espérer un chiffre de l'ordre de 1 % en 2013, surtout si la conjoncture européenne s'améliore et si la confiance se renforce, comme certains indicateurs le laissent penser.

Slovénie

La Slovénie peine à sortir du cycle de difficultés dans lequel l'a plongée son intégration dans la zone euro peu avant que celle-ci connaisse la crise que l'on sait.

Le pays a en effet réussi sa transition tant qu'il était en dehors de l'Union européenne, parvenant à maintenir en l'état un modèle social original, fondé sur l'autogestion et le consensus social, différent du modèle capitaliste qui s'est imposé dans l'Union européenne. Des caractéristiques peu compatibles avec ce dernier modèle ont été perpétuées, comme la prépondérance de banques et entreprises publiques et la faiblesse du secteur privé, ainsi qu'une interpénétration forte de la classe politique et du secteur public qui a conduit à des abus et des mélanges d'intérêts douteux.

L'insertion de la Slovénie dans la zone euro a fait exploser ce compromis instable et un peu boiteux. Le modèle social aux prestations généreuses, notamment en ce qui concerne les retraites, s'est révélé rapidement incompatible avec les exigences de la politique d'austérité, tandis que la situation des banques et des entreprises publiques, mises à mal par la crise, a conduit à des besoins de financement et de recapitalisation qui ont fait voler en éclat le respect des équilibres des finances publiques, qui était pourtant l'un des points forts de la Slovénie au cours de sa transition vers l'économie de marché.

Actuellement, la Slovénie, qui était considérée comme le meilleur élève de la classe, ne parvient pas à sortir de ce tissu de contradictions. La crise a tari une partie de ses débouchés à l'extérieur, tandis que les mesures prises pour essayer de rétablir les équilibres financiers en modérant le modèle social ont affecté la demande domestique. L'un dans l'autre, cela a entraîné une chute de la croissance et une forte montée du chômage. Le secteur du BTP, qui jouait un rôle important dans l'animation de l'activité économique, a été sévèrement touché avec l'arrêt des commandes du secteur public.

En 2012, les banques slovènes ont continué (pour la troisième année consécutive) à accumuler les pertes et, en mars 2013, la part des prêts non-performants s'élevait à 14,6 %.

Le montant de la dette publique, rapportée au PIB, a continué d'augmenter, passant de 46,9 % en 2011 à 54,1 % en 2012 et se rapprochant du seuil de 60 %. Après une amélioration en 2012 (qui l'a ramené à 4 % du PIB contre 6,4 % en 2011), le déficit des finances publiques a repris sa progression en 2013. Pour y remédier, le nouveau gouvernement issu du renvoi de Janez Jansa par le Parlement et de son remplacement par Alenka Bratusek, a mis en place un nouveau programme d'austérité qui comporte notamment un relèvement des taux de la TVA, ainsi qu'une réduction des salaires publics concertée avec les syndicats, allant de 0,5 à 5 %. En même temps, la législation qui permet le recours au référendum, fortement utilisé par les syndicats et les partis politiques pour bloquer les réformes, a été modifiée et il faut désormais la signature de 40 000 Slovènes ayant le droit de vote pour qu'une telle consultation soit organisée. En outre, le gouvernement a annoncé la privatisation de quinze entreprises publiques incluant la deuxième plus grande banque du pays (Nova Kredita Banka Maribor, NKBM), les télécommunications slovènes, la compagnie aérienne nationale et l'aéroport de Ljubljana. La mise en place d'une structure de défaisance, destinée à traiter les mauvaises créances, est devenue opérationnelle en juin. En conséquence, la Commission européenne a accordé un délai supplémentaire de deux ans à la Slovénie pour ramener son déficit public en dessous de 3 % du PIB.

Le pays aura amplement besoin de ce délai, surtout si l'on considère les besoins en recapitalisation des banques qui pourraient porter, momentanément, ce déficit à près de 8 % du PIB en 2013, avant qu'il redescende progressivement. La dette publique devrait dépasser 60 % du PIB, avant de rétrograder elle aussi grâce à la vente des avoirs acquis par la structure de défaisance.

En avril 2013, le taux d'intérêt des emprunts du gouvernement à dix ans a atteint la barrière psychologique des 7 %. La Slovénie n'a dû son salut qu'à un placement à la fin de ce mois de 3,5 milliards de dollars de titres publics aux Etats-Unis, ramenant à 5,8 % le taux d'intérêt. Cela n'a pas empêché Moody's de dégrader la position de la Slovénie au statut de *junk bond* deux jours avant l'échéance d'avril, dégradation effectuée par Fitch au milieu du mois de mai.

Dans ces conditions, la situation macroéconomique du pays est préoccupante. A une réduction du PIB de 2,3 % en 2012 succéderait une nouvelle récession de l'ordre de 3 % en 2013 qui s'expliquerait principalement par une diminution de la consommation des ménages atteignant 4 % et une contraction de la formation brute de capital fixe de 3 % (après une chute de plus de 9 % en 2012). La production industrielle diminuerait, selon le WIIW, de 1,5 % avec une chute particulièrement marquée du secteur automobile. Pour sa part, le secteur du bâtiment et des travaux publics, très sévèrement touché par l'arrêt des commandes publiques, continuerait sa descente vertigineuse.

La situation du marché du travail se détériorerait significativement avec un taux de chômage (en termes d'enquêtes-emploi) dépassant pour la première fois 10 % et qui pourrait atteindre 11 %. L'effet en est d'autant plus fort sur la consommation que le Parlement a adopté des mesures rendant moins attractifs les *temporary fixed terms contracts* qui jouent un rôle important dans l'emploi des jeunes.

Le FMI résume bien la situation dans l'énonciation des conclusions qu'il a tirées de sa mission le 28 octobre 2013. Tout en reconnaissant des atouts au pays, notamment le niveau peu élevé de la dette publique, de celle des ménages et, malgré son augmentation, du chômage, le redressement de la balance des paiements courants dû à l'amélioration de sa compétitivité et la courageuse réforme fiscale votée par le Parlement, il met l'accent sur la mauvaise situation financière des entreprises et des banques surendettées. En conséquence, il pointe la nécessité d'actions conjointes en vue d'une restructuration d'un secteur public pléthorique et d'une recapitalisation des banques de nature à faire sortir la Slovénie du cercle vicieux actuel, sans pour autant alourdir le fardeau de la dette publique et compromettre la consolidation fiscale en cours. Il accompagne ces recommandations de ses prescriptions habituelles de réformes structurelles, notamment la flexibilisation du marché du travail et le rétrécissement du rôle de l'Etat dans l'économie, d'autant plus difficiles à réaliser qu'elles contreviennent à la culture slovène. La Slovénie tente de maintenir un équilibre fragile comme sur un chemin de crête entre plusieurs précipices.

République tchèque

La République tchèque est dans une situation paradoxale. Elle dispose d'une économie saine, dont les fondamentaux, tant en ce qui concerne les finances publiques que le système bancaire et financier, sont parmi les plus solides en Europe centrale. Si elle a été touchée par la crise en 2009, elle a retrouvé, dès 2010, une croissance de 2,5 % et son déficit public, qui avait approché 6 % du PIB en 2009, est redescendu à moins de 5 % en 2010 et s'est fortement rapproché de 3 % en 2011. On aurait pu penser que le pays utiliserait les marges de manœuvre que lui offraient ces bonnes performances pour soutenir une croissance menacée par le caractère peu dynamique de sa demande domestique. Il n'en a rien été. La coalition de centre droit qui était au pouvoir pendant cette période a persisté dans la voie d'une ferme politique de consolidation fiscale qui ne semblait plus nécessaire, et l'a laissé évoluer vers une récession qui est apparue en 2012 avec une baisse du PIB de 1,3 %. Et l'on ne s'étonnera pas de ce que, en raison de l'effet pervers de la récession sur les recettes publiques, le déficit des finances publiques ait cessé de décroître pour remonter à près de 4,5 % du PIB au cours de cette année, alors que la dette publique continuait sa progression pour approcher 46 % du PIB.

Le caractère atone d'une économie dont le potentiel est loin d'être correctement exploité, aiguillonné par quelques scandales concernant des personnalités politiques, a fini par réveiller l'opinion et plusieurs scrutins ont montré l'écroulement de la popularité de la coalition de centre droit, en particulier de son parti dominant, l'ODS. On l'a constaté, successivement, lors des scrutins régionaux et sénatoriaux d'octobre 2012 puis de l'élection présidentielle de janvier 2013 qui ont donné lieu au triomphe du social-démocrate Milos Zeman, et encore lors des législatives anticipées qui se sont déroulées les 25 et 26 octobre et ont conféré une courte victoire au parti social-démocrate. Mais il faut surtout retenir de ce dernier scrutin que le vainqueur est talonné par un parti que l'on qualifie de populiste,

l'ANO (Action des citoyens insatisfaits, « ano » signifiant par ailleurs « oui »), dont le leader, Andrej Babis, a axé la campagne sur la lutte contre la corruption. Cela témoigne du mécontentement de la population, mais rend difficile la constitution d'un gouvernement viable dont on espérait un changement de politique économique.

C'est dans ce contexte que l'on retrouve la République tchèque en 2013. Au début de l'année, son économie demeurait en récession avec une forte baisse du PIB supérieure (en rythme annuel) à 2 % au premier trimestre, en raison de la diminution de sa demande domestique (principalement des investissements avec une réduction sensible de 5,3 %), la contribution du commerce extérieure à la croissance étant quasiment nulle. On notait aussi une nette contraction de la production industrielle (de 5,4 % en rythme annuel) et une accélération de la chute de la production du BTP.

Le maintien d'une atonie de la demande des ménages, qui cependant pourrait s'avérer moins prononcée en 2013 qu'en 2012, s'explique à la fois par le caractère stagnant de l'emploi et la perpétuation d'une hausse du chômage (qui reste toutefois limité à environ 7,5 %), et l'érosion du salaire réel. Signe de cette atonie, la propension à épargner a augmenté et la demande de crédits est restée très faible.

Pourtant, dans ce climat morose, la Banque centrale a fait tout son possible pour stimuler l'activité économique en abaissant son taux directeur jusqu'à 0,5 %, mais sans effet perceptible sinon sur la couronne tchèque dont le taux de change s'est affaibli. Comme le soulignent les experts du WIIW, cela n'a rien d'étonnant car la méthode d'assouplissement quantitatif (*quantitative easing*) n'a aucune raison d'avoir des effets sensibles en République tchèque dans la mesure où il n'a pas à contribuer au financement d'un déficit public qui, même s'il est qualifié d'excessif par la Commission européenne, est aisément financé sur le marché financier à des taux d'intérêt à dix ans qui restent proches de 2 %.

Malgré cela, la politique de consolidation fiscale continue sur son erre. Les experts du WIIW pensent qu'elle a des effets négatifs sur l'activité économique, qu'ils chiffrent à 1,4 % du PIB pour l'année 2013.

En conclusion, disons que la République tchèque recèle un potentiel de croissance qui pourrait être mobilisé, même si les espoirs de reprise dans la zone euro ne se concrétisent pas franchement. Mais cela impliquerait un changement résolu de la politique des finances publiques. Peu probable tant que la coalition de centre droit était au pouvoir, ce changement peut être envisagé après les élections parlementaires qui ouvrent la voie à une modification de majorité et de gouvernement.

A titre conservatoire, dans l'hypothèse du maintien de la politique économique actuelle et en l'absence d'une nette reprise de la croissance dans la zone euro, les perspectives économiques pour la République tchèque restent médiocres avec, pour l'ensemble de l'année, la poursuite d'une récession à un taux de l'ordre de 1,3 % selon le WIIW.

Conclusion

La demande domestique reste faible dans tous les pays de l'Europe centrale, la consommation étant entravée par la politique de consolidation fiscale qui touche bien évidemment la consommation publique, mais aussi, plus indirectement, la consommation privée. Cela s'autoalimente : la médiocre activité économique, en entretenant ou augmentant le chômage, contribue à peser sur les possibilités de consommation des ménages.

La formation brute de capital fixe est partout en berne sous le double effet de la politique de consolidation fiscale (réduisant les dépenses publiques) et de l'atonie de l'investissement privé rendu prudent par la crise de la zone euro et, d'une façon plus générale, par la médiocrité des perspectives économiques. Il y a là un cercle vicieux, et un certain attentisme prédomine, même quand la situation financière des entreprises est bonne comme en Pologne, en Slovaquie et en République tchèque.

C'est donc le commerce extérieur qui, vaille que vaille, continue de donner un minimum de dynamisme à l'activité économique. Même la Pologne, qui avait réussi jusqu'ici à ne pas être victime du marasme général, a été touchée, d'autant que provisoirement, elle ne peut plus compter sur l'apport des fonds européen.

Même quand leur situation financière reste bonne, ces pays peuvent difficilement trouver en eux-mêmes, ou dans le cadre de l'Europe centrale, les moteurs d'une accélération ou de la reprise de leur croissance. Fortement intégrés à l'Union européenne, ils subissent désormais le contrecoup de la crise de la zone euro et leurs perspectives d'avenir dépendent fortement de la manière dont cette crise pourra être surmontée.

Principaux indicateurs économiques

(Variations en % par rapport à l'année précédente, sauf mention contraire)

Croatie

	2009	2010	2011	2012	2013 (p)
PIB	-6,9	-2,3	0	-2	-1*
PIB par tête (% de la moyenne UE-28, PPA)	62	59	61	59	59**
Consommation des ménages	-7,6	-1,3	0,2	-3	-1,5**
Formation brute de capital fixe	-14,2	-15	-6,4	-4,6	-1*
Prix à la consommation	2,4	1,1	2,3	3,4	3,5*
Solde des administrations publiques (% du PIB)	-4,7	-5,2	-5,7	-3,8	-5,5*
Dette publique (% du PIB)	35,8	42,6	47,2	53	57**
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	9,1	11,8	13,5	15,8	17,5*
Exportations de marchandises	-21,3	18,1	7,8	0,1	-5**
Importations de marchandises	-27	-0,5	7,5	-0,7	-2**
Balance commerciale (millions d'euros)	-7207	-5746	-6149	-6021	-6200**
Balance courante (% du PIB)	-5,1	-1,1	-0,9	0,1	0,9*
Dette extérieure brute (% du PIB)	97,7	104,6	103	102,3	-

Sources : WIIW ; * : automne 2013 ; ** : juillet 2013 ; (p) : prévision

Hongrie

	2009	2010	2011	2012	2013 (p)
PIB	-6,8	1,3	1,6	-1,7	0,9*
PIB par tête (% de la moyenne UE-28, PPA)	65	65	66	64	64**
Consommation des ménages	-6,8	-3	0,5	-1,4	0,5*
Formation brute de capital fixe	-11,1	-9,6	-3,6	-3,9	1*
Prix à la consommation	4	4,7	3,9	5,7	2,1*
Solde des administrations publiques (% du PIB)	-4,6	-4,4	4,2	-2	-3*
Dette publique (% du PIB)	79,8	81,8	81,4	79,2	78**
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	10	11,2	10,9	10,9	11*
Exportations de marchandises	-20,3	20,2	9,1	1,7	3,1**
Importations de marchandises	-24,9	19,5	9,3	0,9	2,4**
Balance commerciale (millions d'euros)	2369	3215	3400	4057	4700**
Balance courante (% du PIB)	-0,2	1,1	0,8	1,6	1,5*
Dette extérieure brute (% du PIB)	150	143,1	132,6	126,9	-

Sources : WIIW ; * : automne 2013 ; ** : juillet 2013 ; (p) : prévision

Pologne

	2009	2010	2011	2012	2013 (p)
PIB	1,6	3,9	4,5	1,9	1*
PIB par tête (% de la moyenne UE-28, PPA)	61	63	65	66	67**
Consommation des ménages	2,1	3,1	2,7	0,8	0,5*
Formation brute de capital fixe	-1,3	-0,4	8,5	-0,8	-3*
Prix à la consommation	4	2,7	3,9	3,7	1*
Solde des administrations publiques (% du PIB)	-7,4	-7,9	-5	-3,9	-4*
Dette publique (% du PIB)	50,9	54,8	56,2	55,6	56,5**
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	8,2	9,6	9,7	10,1	11*
Exportations de marchandises	-15,9	22,9	12,1	4,6	4**
Importations de marchandises	-24,5	25	12,2	1,1	1**
Balance commerciale (millions d'euros)	-5425	-8895	-10056	-5313	-900**
Balance courante (% du PIB)	-3,9	-5,1	-4,8	-3,5	-2,1*
Dette extérieure brute (% du PIB)	62,6	66,9	66,9	72,4	-

Sources : WIIW ; * : automne 2013 ; ** : juillet 2013 ; (p) : prévision

Principaux indicateurs économiques

(Variations en % par rapport à l'année précédente, sauf mention contraire)

République tchèque

	2009	2010	2011	2012	2013 (p)
PIB	-4,5	2,5	1,9	-1,3	-1,3*
PIB par tête (% de la moyenne UE-28, PPA)	83	80	80	80	79**
Consommation des ménages	0,2	1	0,5	-2,7	-0,4*
Formation brute de capital fixe	-11	1	0,4	-2,8	-4,8*
Prix à la consommation	0,6	1,2	2,2	3,5	1,5*
Solde des administrations publiques (% du PIB)	-5,8	-4,8	-3,3	-4,4	-3,5*
Dette publique (% du PIB)	34,2	37,9	41	45,9	46,9**
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	6,7	7,3	6,7	7	7,6*
Exportations de marchandises	-16,3	21,3	13,8	4,6	1**
Importations de marchandises	-19,2	24,1	12,3	2,5	-1**
Balance commerciale (millions d'euros)	3299	2092	3674	5798	8000**
Balance courante (% du PIB)	-2,4	-3,9	-2,7	-2,5	-1,2*
Dette extérieure brute (% du PIB)	43,6	47	46,8	50,7	-

Sources : WIIW ; * : automne 2013 ; ** : juillet 2013 ; (p) : prévision

Slovaquie

	2009	2010	2011	2012	2013 (p)
PIB	-4,9	4,4	3,2	2	1*
PIB par tête (% de la moyenne UE-28, PPA)	73	74	74	75	75**
Consommation des ménages	0,1	-0,8	-0,5	-0,5	0*
Formation brute de capital fixe	-19,7	6,5	14,2	-3,6	-4*
Prix à la consommation	0,9	0,7	4,1	3,7	1,6*
Solde des administrations publiques (% du PIB)	-8	-7,7	-5,1	-4,3	-3*
Dette publique (% du PIB)	35,5	41	43,3	52,1	54,8**
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	12	14,4	13,5	14	14,5*
Exportations de marchandises	-19,8	21,5	18	10,3	2**
Importations de marchandises	-22,9	22,5	17,9	5,8	1,8**
Balance commerciale (millions d'euros)	946	779	975	3609	4000**
Balance courante (% du PIB)	-2,6	-3,7	-2,1	2,3	2,7*
Dette extérieure brute (% du PIB)	72,2	74,8	76,6	75,2	-

Sources : WIIW ; * : automne 2013 ; ** : juillet 2013 ; (p) : prévision

Slovénie

	2009	2010	2011	2012	2013 (p)
PIB	-7,8	1,2	0,6	-2,3	-2,9*
PIB par tête (% de la moyenne UE-28, PPA)	87	84	84	82	79**
Consommation des ménages	0,2	1,4	1	-2,9	-4*
Formation brute de capital fixe	-23,2	-13,7	-8,1	-9,2	-3*
Prix à la consommation	0,9	2,1	2,1	2,8	2,5*
Solde des administrations publiques (% du PIB)	-6,2	-5,9	-6,4	-4	-8*
Dette publique (% du PIB)	35	38,6	46,9	54,1	62**
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	5,9	7,3	8,2	8,9	11*
Exportations de marchandises	-19,1	14,3	13,3	0,9	1,5**
Importations de marchandises	-25,4	16,9	12,9	-2,3	0**
Balance commerciale (millions d'euros)	-499	-998	-1043	-334	0**
Balance courante (% du PIB)	-0,7	-0,6	0	2,3	3,4*
Dette extérieure brute (% du PIB)	113,3	114,4	111,2	114,6	-

Sources : WIIW ; * : automne 2013 ; ** : juillet 2013 ; (p) : prévision

Deuxième partie

Les pays baltes

Estonie, Lettonie, Lituanie par Céline Bayou

Après avoir défié la crise économique et affiché des taux de croissance positifs en plein marasme européen, les pays baltes se trouvent dans une posture ambiguë. Ils peuvent se prévaloir d'un indéniable succès au regard de leurs indicateurs macroéconomiques, performance largement saluée notamment par le Fonds monétaire international qui en a fait des cas d'école, mais ils sont aussi en butte aux critiques de certains économistes peu convaincus par un exploit qui leur paraît de façade et cacherait bien des dysfonctionnements. Les indicateurs, moins exceptionnels en 2013 qu'ils ne l'ont été l'année précédente, et la grogne d'une population largement sacrifiée sur l'autel de l'austérité, font craindre une mise en cause de l'exceptionnel consensus social qui a prévalu jusqu'à présent dans ces pays.

L'austérité, une religion

Les Etats baltes avaient été très violemment frappés, dès 2008, tant par la crise financière mondiale que par des crises de surchauffe nationales, qui avaient entraîné, dans les trois pays, des chutes de PIB importantes (jusqu'à -17,7 % en Lettonie en 2009). Les records alors enregistrés avaient été mis en regard de ceux connus précédemment, lorsque la croissance forte et régulière des « tigres baltes » avait placé l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie en tête des pays de l'Union européennes en la matière, forçant l'admiration, mais aussi l'inquiétude de ceux qui s'attendaient à ce que le choix de laisser filer crédits, salaires et consommation se révèle finalement bien plus dangereux que celui d'une croissance plus modérée, mais plus saine. Si les prédictions de ces quelques Cassandres – notamment la Banque mondiale, le FMI et l'Union européenne – se sont donc révélées justes en 2008, elles ont été renforcées par le fait qu'à ces crises internes s'est ajoutée la crise financière internationale. Après avoir collectionné des records de croissance, les pays baltes ont donc collectionné ceux de la chute, brutale et rapide.

C'est alors que ces pays ont fait preuve d'une étonnante capacité de résilience, leurs facultés d'adaptation et leur abnégation en étonnant plus d'un. Toujours pressés, ils ont choisi l'austérité, sans hésitation ni attermoiement, comme si aucune solution alternative ne pouvait être envisagée. Les effets sur les équilibres macroéconomiques des trois pays sont d'ailleurs exemplaires : les finances publiques de l'Estonie sont jugées comme les plus saines de l'Union européenne, tant en termes de déficit public (0,5 % du PIB en 2013 comme en Lettonie et 2,3 % pour la Lituanie, sachant que le traité de Maastricht place la barre à 3 %) que de dette publique (respectivement de 11 %, 43 % et 40,2 % du PIB, l'objectif fixé par le traité de Maastricht étant de 60 %). Le taux d'inflation de ces pays n'est pas problématique non plus, évalué pour 2013 à 3,4 % en Estonie, 0,4 % en Lettonie et 1,5 % en Lituanie.

Sur la voie de l'austérité, la Lettonie a sans doute été la plus résolue, poussant le plus loin les mesures : coupes budgétaires, ajustement fiscal et réformes structurelles se sont succédés, au risque de provoquer des manifestations et autres formes de protestation sociale, comme d'autres pays européens ont pu en connaître pour avoir appliqué des recettes moins radicales. Mais les populations baltes ont semblé entrer en austérité comme d'autres entrent en religion, avec abnégation et patience. Les élites politiques ont justifié les sacrifices exigés par des sortes de *nostra culpa* inattendus. Le Premier ministre letton, Valdis Dombrovskis, a par exemple expliqué ce retournement de situation par la faute commise précédemment (une trop forte consommation non accompagnée de gains de productivité) et la nécessité de payer (aux sens propre et figuré) aujourd'hui les excès d'hier. Le plus étonnant est qu'aucune sanction électorale ne soit venue entraver les choix politiques réaffirmés des élites politiques lettones et estoniennes, reconduites au gré des consultations et fortes de *satisfecit* décernés par des populations pourtant en pleine paupérisation. En Lituanie en revanche, un vote sanction a permis aux sociaux-démocrates de prendre le pouvoir, à l'automne 2012.

La fin des records ?

En 2013, alors que la plupart des pays d'Europe centrale et orientale, sensiblement touchés par la crise de la zone euro, peinent à relancer une croissance fortement ralentie en 2012, les économies baltes affichent encore des taux d'augmentation du PIB tout à fait enviables, situés à 1,5 % en Estonie, 3,8 % en Lettonie et 3,6 % en Lituanie. Certes, ces performances sont plus modestes qu'en 2012, et surtout qu'en 2011, mais ces années avaient été exceptionnelles.

Il n'en demeure pas moins que pour ces économies très ouvertes, l'environnement de récession qui domine encore dans l'ensemble de l'Union européenne continue de créer une tension forte. L'Estonie est tout particulièrement affaiblie par la stagnation dans les pays scandinaves, incapables de relever le niveau de leur demande d'importations. De fait, après avoir été atones en 2012, les exportations estoniennes avaient peu de chance de connaître une relance en 2013, alors que les principaux partenaires commerciaux du pays (zone euro et pays nordiques) n'avaient pas renoué avec la croissance. Pour le moment, l'Estonie peut seulement se réjouir de la vigueur retrouvée de la demande émanant de ses voisins baltes et du maintien d'une croissance (quoique faiblissante) en Russie.

Les exportateurs lettons sont eux parvenus à accroître leurs parts de marché, juste récompense des sacrifices consentis afin d'améliorer leur compétitivité (les réductions de salaires et la contraction de la main-d'œuvre ont été impressionnantes). Sensible à la fin de 2012, la hausse des exportations s'est tassée en 2013, les marchés baltes et russe ayant été d'un faible secours. La balance commerciale ne s'en est trouvée que légèrement dégradée néanmoins, la faiblesse des investissements publics, là encore, ayant contribué à réduire également la demande d'importations. La Lituanie s'est distinguée et a pu se targuer, au premier trimestre de 2013, d'une hausse des exportations de 14,9 % par rapport à la même période de l'année précédente. Ce succès s'explique par les performances agricoles de 2012, mais également par l'activité intense de la raffinerie de Mazeikiu qui a ouvert, en 2013, de nouvelles voies d'exportation de ses produits pétroliers (vers l'Iran et l'Algérie) et a bénéficié de fortes demandes en provenance du Bélarus, des Etats-Unis, de la Pologne et de la Russie. Mouvement de courte durée toutefois, dont il est peu probable qu'il permette à Vilnius d'afficher, sur l'année entière, une performance aussi notable.

Dans un tel contexte de demande extérieure chahutée, les entrepreneurs nationaux sont réticents à investir et à se rééquiper. En outre, si les Baltes avaient pu bénéficier en 2012 d'investissements publics, en partie financés par les fonds européens, ces opérations sont maintenant achevées. L'Estonie notamment a réalisé des programmes importants en 2012 dans les secteurs de la construction, des transports et des infrastructures énergétiques, profitant par ailleurs des revenus issus des ventes de quotas d'émission de CO². En 2013, les sources se sont tariées et les entreprises n'ont pu compter sur l'investissement public qui, pour le moment et dans les trois pays, reste atone. La fiscalité des pays baltes se veut attractive mais, tant en Lituanie qu'en Lettonie, la charge fiscale pèse lourdement sur le facteur travail (celle qui pèse sur les faibles salaires lettons est l'une des plus élevées de l'UE) et, de l'avis de la Commission européenne, gagnerait à être transférée vers des taxes moins préjudiciables à la croissance (taxes environnementales et foncières, droits d'accises). Ainsi, seule la consommation des ménages contribue réellement à la croissance du PIB, appuyée sur la hausse des salaires réels et sur celle de la productivité. Cette tendance a été sensible en 2013, notamment par ses effets sur la conjoncture du secteur de l'électronique estonien.

Des *success stories* qui font polémique

Les « modèles » baltes (on entend par là généralement estonien et letton, la Lituanie ayant opté pour une politique d'austérité plus modérée), font débat. Portés aux nues par le FMI notamment, les choix de sortie de crise de la Lettonie et, dans une moindre mesure, de l'Estonie, sont l'objet de critiques internes comme externes. Parmi ces dernières, celles formulées par le prix Nobel d'économie Paul Krugman ont

alimenté le débat et les scandales. Selon lui, cette réussite tourne déjà court, alors que les dépenses publiques n'augmentent toujours pas, que l'investissement fait défaut (particulièrement en Estonie et en Lettonie) et que le contexte européen ne laisse pas d'espoir quant à une croissance tirée par les exportations. S'inscrivant en faux avec les responsables du FMI qui, à demi-mots, présentent la recette lettone comme un modèle quasiment transposable, Paul Krugman, notant que le pays détiendrait le record des inégalités sociales au sein de l'Union, dénonce une approche dépassée et intenable à moyen terme. En 2012, ses critiques avaient valu à leur auteur, par tweets interposés, des réponses sans équivoque de la part du président estonien, Toomas Hendrik Ilves. En 2013, c'est le Premier ministre letton, Valdis Dombrovskis, qui n'a pas mâché ses mots dans la presse, rappelant que Paul Krugman, en 2008, disait voir dans la Lettonie une nouvelle Argentine prête à faire faillite. Pour le chef du gouvernement letton, l'économiste peine depuis à accepter son erreur et cherche à détecter des problèmes dans la façon dont la Lettonie s'est remise de la crise, mais la croissance retrouvée prouve bien que le pays a fait les bons choix. Quant à Paul Krugman, il détecte une étrange adulation à l'égard de la recette lettone, qui en dirait plus sur ce que l'élite économique communautaire voudrait croire que sur les réalités de cette expérience ou sur les fondamentaux économiques. Ces débats ont trouvé divers prolongements, notamment auprès d'économistes du FMI et d'économistes scandinaves, comme si l'expérience des Baltes, ces si petits pays qui se plaignent plus souvent qu'à leur tour d'être oubliés de la communauté internationale, pouvait servir d'exemple – ou de contre-exemple – et, par là, fournir une recette.

Il est bien difficile, en effet, d'apprécier à sa juste mesure cette « voie balte ». Force est de constater que la crise n'a pas eu d'effet de décrochage pour ces pays. On en veut pour preuve, par exemple, l'évolution de leur PIB par habitant par rapport à la moyenne de l'UE : sans être exceptionnelle, la trajectoire de rattrapage s'est maintenue, portant les performances de respectivement 57%, 62% et 69% pour la Lettonie, la Lituanie et l'Estonie en 2008, à 65%, 73% et 75% en 2013. D'un point de vue macroéconomique, l'économie de ces Etats se trouve à peu près là où elle en était avant la crise, ce dont peu de pays européens peuvent aujourd'hui se targuer. Le choix fait, en particulier en Lettonie, de la dévaluation interne s'est révélé payant en ce qu'il a permis de surmonter nombre de problèmes en un temps record. Si les Baltes ont quelque chose à apprendre à leurs voisins européens, c'est peut-être cette étonnante rapidité avec laquelle ils ont obtenu des gains de productivité. Ceux-ci ont certes été acquis grâce à des coupes dans les salaires, mais aussi par la mise en œuvre simultanée de réformes structurelles. Cette alchimie délicate, notamment en Lettonie où la radicalité des réformes a été la plus manifeste, aurait pu échouer si la population n'avait pas accordé son soutien aux élites politiques. Or le fait que les gouvernements aient énoncé au même moment des politiques fiscales d'une grande clarté a accru la confiance. C'est là sans doute que réside, du moins en partie, le secret de l'équilibre obtenu.

La patience des populations devrait trouver ses limites

L'un des principaux bémols à relever porte sur les pertes massives de travail, ce que ne reflètent pas les taux de chômage qui se situent en 2013 entre 9 % (en Estonie) et 12 % (en Lettonie et en Lituanie). Ces performances tout à fait honorables n'ont en réalité pas grande signification quand on garde en tête qu'une partie de la population n'est pas inscrite au chômage du simple fait de... son absence. Le taux d'émigration de la Lettonie, par exemple, totalisé sur la période 2008-2012, a été de 5,7 %, et aujourd'hui la population du pays est de 7,7 % moins élevée que ce qu'elle était au début de la crise. En Estonie, ce sont 6 600 personnes qui ont quitté le pays au cours de la seule année 2012, soit 1 % de la population en âge de travailler. Sans cette forte émigration, le taux de chômage serait nettement plus élevé. On peut y voir un des volets de la politique d'ajustement, pas forcément problématique, si ce n'est que cette population, plutôt jeune et diplômée, affirme généralement ne pas avoir de projet de retour à horizon de cinq ans. Dans les pays baltes, certaines entreprises peinent déjà à trouver la main-d'œuvre dont elles ont besoin. Cela devrait pousser de nouveau les salaires à la hausse et nuire à la compétitivité.

Les enquêtes d'opinion réalisées par les instances européennes en 2013 montrent des populations baltes insatisfaites de la situation de l'économie de leur pays, mais pas plus, globalement, que dans l'ensemble de l'Union européenne : la moyenne balte se situe en effet à 68 % (57 % en Estonie, 69 % en Lituanie et 78 % en Lettonie) contre 72 % dans l'UE-28. Les problèmes jugés les plus importants sont l'inflation pour les Estoniens (51 %) et le chômage pour les Lituaniens et les Lettons (respectivement 49 et 55 %). Alors que la moyenne communautaire se situe à 36 %, les Baltes sont 47 % (46 % des Lettons, 49 % des Lituaniens et 53 % des Estoniens) à estimer que l'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée. Seuls 41 % des Estoniens, 42 % des Lettons et des Lituaniens pensent que le pire de la crise est à venir, contre 55 % en moyenne dans l'UE-28. Cet optimisme, tout relatif soit-il, est frappant. A défaut d'y trouver une explication, on peut constater qu'il est cohérent avec l'attitude de ces populations qui ont étonné le reste de l'Europe en acceptant des politiques d'austérité particulièrement dures sans manifester leur mécontentement ni leur révolte.

Il n'en reste pas moins que la population est en attente, alors que les écarts de richesses se sont creusés. En Lettonie, 26 % de la population était jugée fortement défavorisée en 2012, contre 8,8 % en moyenne dans l'UE-28, seules la Roumanie et la Bulgarie enregistrant de pires scores. En 2013, on estime que 40 % de la population serait en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale. Dans les trois pays baltes, l'indifférence affichée par les autorités face à l'émigration massive peut être appréhendée comme une forme de réponse : ceux qui partent ne protestent pas. Il en est de même de ceux qui ne naissent pas. Or en Estonie par exemple, la part des ménages avec un enfant de moins de 18 ans est passée de près de 34 % en 2000 à 25 % en 2011 (en 2012, le taux de natalité, en chute constante, était de 10,43 ‰, contre 12 ‰ en 2008). Les autorités ont donc des sujets d'inquiétude en réalité : à moyen et long termes, sur le plan démographique, et à court terme en ce qui concerne l'adhésion des populations. Des voix ont commencé à s'élever dans ces pays, réclamant le partage des fruits de la croissance, puisque croissance il y a. Les gouvernements ont procédé à quelques ouvertures, augmentant ici les allocations familiales, envisageant là des baisses d'impôt sur le revenu. Les discours des élites politiques se veulent rassurants. En juin 2013 par exemple, à l'issue de manifestations organisées à Riga à l'initiative de la Confédération syndicale de Lettonie pour demander des conditions de vie plus décentes et davantage de justice sociale, le Premier ministre s'est engagé : « Nous avons su couper les dépenses, nous saurons partager les revenus ! ».

La question semble bien être désormais celle du calendrier : alors que les demandes se font plus précises – fiscalité progressive, soutien à la création d'emplois, octroi de garanties en faveur de l'emploi des jeunes, respect des conventions collectives, du dialogue social et du droit du travail, etc. – la marge de manœuvre des élites politiques se fait plus étroite et l'idée que le prix de l'austérité se révèle trop élevé pour les populations se répand.

Malgré la crise, l'euro garde son prestige

Si l'Estonie est membre de la zone euro depuis janvier 2011 et ne semble pas regretter son choix, pour la Lettonie et la Lituanie, la monnaie européenne reste un Graal. Il est désormais accessible pour la Lettonie puisque le feu vert des ministres des Finances de l'Union européenne lui a été donné en juillet 2013. La conversion se fera au taux de 1 euro pour 0,702804 lats et, le 1^{er} janvier 2014, la Lettonie deviendra donc le dix-huitième Etat membre de la zone euro, choix jugé par certains comme paradoxal au moment où la devise européenne est dans la tourmente. L'Estonie, elle aussi, avait essuyé quelques railleries, et les médias estoniens avaient ironisé lors de l'adhésion sur cette volonté qu'avait Tallinn de monter, en connaissance de cause, à bord du *Titanic*. Pourtant, depuis l'été 2013, les dirigeants politiques, tant à Bruxelles qu'à Riga, n'ont cessé de se congratuler. Les premiers, parce que cette insistance d'un candidat à rejoindre la zone euro au moment où celle-ci traverse de telles difficultés que certains en viennent à douter de sa survie, arrive à point nommé : si un pays décide

d'adhérer, c'est que le modèle européen reste viable. Les seconds, parce qu'ils perçoivent cette autorisation comme une preuve supplémentaire du bien-fondé de leurs choix économiques depuis le début de la crise. Le commissaire européen aux affaires économiques et monétaires, Olli Rehn, n'a d'ailleurs pas manqué, à l'occasion de cet accord, de souligner une fois de plus l'impressionnant redressement économique du pays, obtenu grâce à sa détermination à procéder aux réformes économiques et à sa rigueur budgétaire, la Lettonie respectant tous les critères du traité de Maastricht (dette, déficit public, inflation, parité stable avec l'euro et niveau des taux d'intérêt à long terme).

Riga juge pour sa part que l'adhésion à la zone euro sera non seulement bénéfique aux entreprises lettones et aux investissements, mais également à la note de la dette souveraine du pays (l'agence Fitch a jugé en juin son redressement futur probable, alors qu'elle était auparavant encore à BBB/positif). Cependant, la question de la durabilité du respect des critères est posée. Même la Banque centrale européenne en doute quelque peu et a exprimé ses préoccupations quant à la soutenabilité à plus long terme de la convergence économique du pays. La BCE aurait apprécié que Bruxelles tienne aussi compte dans ses avis de la compétitivité, de la balance des paiements et du système bancaire. Mais on comprend bien les réticences d'Olli Rehn, considéré comme l'un des grands ordonnateurs de la politique d'austérité lettone et qui sait combien cette adhésion à la zone euro constitue en soi une justification de la rigueur économique de ce pays.

Pourtant, le secteur bancaire letton ne laisse pas d'inquiéter les Européens. Le pays, qui s'est longtemps présenté comme une sorte de « Suisse de la Baltique », accueille en effet dans son secteur bancaire des dépôts importants en provenance d'autres pays. Officiellement, la moitié des 17 milliards d'euros enregistrés dans les établissements financiers lettons émaneraient de non-résidents et, selon le FMI, 90 % de ces dépôts de non-résidents viendraient de Russie et d'autres pays de la Communauté des Etats indépendants. En mars 2013, la Banque centrale européenne aurait d'ailleurs adressé des mises en garde au gouvernement letton, sommant Riga de ne pas accueillir l'argent russe fuyant Chypre. Les deux places présentent en effet des similarités, dont la taille surdimensionnée de leur secteur bancaire au regard de leur population et le faible taux d'imposition de leurs sociétés (15 % en Lettonie). Les autorités lettones ont eu beau arguer de l'absence de mouvements de transfert observés en 2013 en provenance de Chypre et assurer que Riga n'était pas en train de devenir le nouveau havre du blanchiment de l'argent sale russe, personne ne doute que la plupart de ces transferts ont vraisemblablement été réalisés antérieurement par des acteurs bien au fait des évolutions à venir. Si le président français, lorsqu'il a reçu en avril 2013 son homologue letton, a assuré qu'à son sens le secteur bancaire letton ne représentait que peu de risques, la Commission européenne a toutefois demandé aux autorités politiques lettones d'être vigilantes et d'assurer une surveillance étroite de tout risque pour la stabilité financière, et la mise en œuvre absolue des règles antiblanchiment.

Ce passage à l'euro n'enthousiasme pas la population lettone : elle redoute évidemment les risques inflationnistes induits par le changement de monnaie en janvier, à un moment qu'elle juge particulièrement malvenu. Mais l'idée de renoncer à la monnaie nationale, le lats, la chagrine aussi comme un renoncement à une part de son identité. Nombreux sont ceux qui estiment que ce choix est celui du Premier ministre et qu'il est fait pour de mauvaises raisons : Valdis Dombrovskis est souvent jugé comme étant sous la coupe de la finance internationale. En septembre 2013, un sondage réalisé par l'institut letton SKDS montrait que 24 % des personnes interrogées se prononçaient pour le passage à l'euro, et 52 % contre (certains jugeant cette adhésion prématurée, d'autres non désirable par principe).

La Lituanie, moins avancée sur ce chemin, poursuit le même but. Peu après son arrivée au pouvoir, le nouveau gouvernement de centre gauche a annoncé, à la fin de 2012, son intention d'accélérer le processus et de rejoindre la zone euro en janvier 2015. Le gouverneur de la Banque centrale de Lituanie a précisé, à l'automne 2013, que le ralentissement de l'inflation et la réduction du déficit budgétaire devraient permettre d'atteindre cet objectif. Prenant le risque de décevoir les électeurs, le Premier ministre Algirdas Butkevicius a vanté à maintes reprises les avantages de l'euro et avancé qu'il valait la peine de renoncer à un peu de croissance économique et mettre en balance la politique sociale annoncée.

Principaux indicateurs économiques

(Variations en % par rapport à l'année précédente, sauf mention contraire)

Estonie

	2009	2010	2011	2012	2013 (p)
PIB	-14,1	3,3	8,3	3,2	1,5*
PIB par tête (% de la moyenne UE-28, PPA)	63	64	70	73	75
Consommation des ménages	-15,2	-2,4	3,6	4,4	4*
Formation brute de capital fixe	-38,3	-7,4	25,7	20,9	-1*
Prix à la consommation	0,2	2,7	5,1	4,2	3,4*
Solde des administrations publiques (% du PIB)	-2	0,2	1,2	-0,3	-0,5*
Dette publique (% du PIB)	7,2	6,7	6,2	10,1	11**
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	13,8	16,9	12,5	10,2	9*
Exportations de marchandises	-23,9	35,8	37,5	4,2	2**
Importations de marchandises	-33	28,1	35,9	8,3	1**
Balance commerciale (millions d'euros)	-591	-265	-221	-736	-700**
Balance courante (% du PIB)	3,4	2,9	2,1	-1,2	-2,5*
Dette extérieure brute (% du PIB)	125	114,6	95,6	97,8	-

Sources : WIIW ; * : automne 2013 ; ** : juillet 2013 ; (p) : prévision

Lettonie

	2009	2010	2011	2012	2013 (p)
PIB	-17,7	-0,9	5,5	5,6	3,8*
PIB par tête (% de la moyenne UE-28, PPA)	51	51	59	63	65
Consommation des ménages	-22,8	2,5	4,7	5,5	6*
Formation brute de capital fixe	-37,4	-18,1	27,9	12,3	2*
Prix à la consommation	3,3	-1,2	4,2	2,3	0,4*
Solde des administrations publiques (% du PIB)	-9,7	-8,1	-3,6	-1,2	-0,5*
Dette publique (% du PIB)	36,9	44,4	41,9	40,7	43**
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	17,1	18,7	15,4	14,9	12*
Exportations de marchandises	-19,6	29,7	25,9	15,7	8,9**
Importations de marchandises	-38	23	33,2	12,5	10,7**
Balance commerciale (millions d'euros)	-1322	-1271	-2187	-2186	-2600**
Balance courante (% du PIB)	8,6	2,9	-2,1	-1,7	-1,7*
Dette extérieure brute (% du PIB)	157,1	166,2	145,8	135,1	-

Sources : WIIW ; * : automne 2013 ; ** : juillet 2013 ; (p) : prévision

Lituanie

	2009	2010	2011	2012	2013 (p)
PIB	-14,8	1,5	5,9	3,7	3,6*
PIB par tête (% de la moyenne UE-28, PPA)	55	58	66	70	73
Consommation des ménages	-17,8	-4,8	6,8	4,3	4*
Formation brute de capital fixe	-39,5	1,9	18,4	-2,4	7*
Prix à la consommation	4,2	1,2	4,1	3,2	1,5*
Solde des administrations publiques (% du PIB)	-9,4	-7,2	-5,5	-3,3	-2,3*
Dette publique (% du PIB)	29,3	37,9	38,5	40,7	40,2**
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	13,7	17,8	15,4	13,3	12*
Exportations de marchandises	-26,6	32,7	28,8	14,5	12,7**
Importations de marchandises	-37,4	33,9	29,2	9,9	8,2**
Balance commerciale (millions d'euros)	-891	-1339	-1807	-1060	-100**
Balance courante (% du PIB)	3,7	0,1	-3,7	-0,5	-0,3*
Dette extérieure brute (% du PIB)	83,9	83,2	77,8	75,4	-

Sources : WIIW ; * : automne 2013 ; ** : juillet 2013 ; (p) : prévision

Troisième partie

La Bulgarie et la Roumanie

Bulgarie et Roumanie *par Edith Lhomel*

Moins d'un an après la Roumanie, la Bulgarie a connu en 2013 une vague de mécontentement qui s'est non seulement traduite par d'importantes manifestations mais aussi, fait inédit dans la région, par des actes de désespoir (au moins six immolations par le feu) qui en disent long sur la profondeur du désarroi social. Malgré leur relèvement en Bulgarie en mars 2013, les salaires minimaux roumains et bulgares restent les plus bas de l'UE-28, sachant que les salaires du secteur public et les pensions étaient gelés depuis 2009.

Des cheminements spécifiques et un plaidoyer commun

Cela posé, la Roumanie semble avoir renoué timidement avec la croissance en 2013, et affiche un taux de chômage toujours étonnement faible comparé à ceux de ses voisins de l'Europe du Sud-Est. La Bulgarie, socialement et politiquement très secouée, n'enregistrera sans doute à nouveau qu'un taux de croissance de moins d'un point, et un taux de chômage aggravé par rapport à son niveau de 2012.

Les deux pays, comme tous leurs voisins, sont confrontés à une restructuration de leur système énergétique, et doivent simultanément maîtriser la progression des prix aux consommateurs. Ainsi, les objectifs ambitieux en matière d'énergies renouvelables (dont la part doit respectivement passer à 24 % et 16 %) ont poussé Bucarest au développement de l'éolien (assurant 1 940 mégawatts à la fin de 2012, soit 7 % de la production d'électricité), et Sofia à celui du solaire (822 mégawatts installés), moyennant la mise en place de mécanismes financiers incitatifs à l'intention des nombreux investisseurs européens présents (CEZ, ENEL, EON, Steag, EDP, GDF). Mais cela ne va pas sans contrepartie : la répercussion du coût de raccordement direct pèse sur le consommateur final, car les entreprises étrangères ayant investi dans la filière renâclent à assumer les coûts de la modernisation et de l'extension des réseaux. De peur de nouveaux mouvements sociaux, les pouvoirs publics ont dû revoir à la baisse les mécanismes d'incitation, suscitant de ce fait les protestations des entreprises, mécontentes de cette remise en cause de la rentabilité de leurs investissements.

Porte-parole de pays où l'agriculture contribue à la résilience des économies face à la crise, les représentants roumains et bulgares à Bruxelles ont participé activement aux négociations sur la future configuration de la Politique agricole commune achevées le 26 juin 2013. Ils ont obtenu, notamment, le prolongement jusqu'en 2020 du régime simplifié de paiement à la surface, qui leur évite le coût administratif et technique d'une transition trop rapide vers le nouveau régime de paiement unique. Soutenus par la partie française, ils ont également pu garder la possibilité d'activer le dispositif volontaire de paiement redistributif pour les premiers hectares, ce qui, au regard du tissu d'exploitations extrêmement morcelé et éclaté (surtout dans le cas roumain), permet d'apporter un soutien supplémentaire aux petites exploitations de moins de cinq hectares. En revanche, si les deux pays ont obtenu satisfaction au sujet des aides directes, ils devront mobiliser davantage de fonds propres pour le développement rural, en raison de la diminution des financements communautaires pour ce second pilier.

En 2013, desservis par un contexte régional et international de plus en plus restrictif en matière d'immigration et de mobilité, voire répressif, les deux pays membres se sont vu refuser l'entrée dans l'Espace Schengen. Plusieurs Etats membres, dont cette fois la France et l'Allemagne, s'y sont opposés alors que la préparation technique était accomplie depuis juin 2011. Tandis que la levée au 31 décembre 2013 de l'obligation de permis de travail pour les citoyens bulgares et roumains, notamment en Angleterre, en Allemagne et en France, risque d'accentuer une nouvelle fois l'émigration des plus qualifiés, Sofia a décidé d'ériger une barrière de trente kilomètres à sa frontière avec la Turquie

pour repousser les demandeurs d'asile, à commencer par les réfugiés syriens, une décision à propos de laquelle la Commission européenne est restée silencieuse.

Soumises toutes deux à l'examen semestriel de la Commission européenne dans le cadre du Mécanisme de coopération et de vérification qui leur fut imposé lors de leur adhésion à l'Union européenne en 2007, la Roumanie et la Bulgarie sont parvenues, pressées par Bruxelles, à des résultats plus satisfaisants en matière d'absorption des fonds européens, sans que l'on puisse pour autant préjuger de leur capacité à tirer un meilleur parti de la future période de programmation. Mais le constat d'une meilleure absorption de ces fonds, clé à bien des égards de la reprise de l'activité dans ces nouveaux Etats membres, ne peut occulter les dégâts enregistrés sur le plan de l'économie réelle et du niveau de vie depuis quatre ans. La faiblesse de la demande internationale liée à la détérioration de l'environnement européen, et la baisse de la demande intérieure due à un pouvoir d'achat fortement érodé et à la perte de confiance des ménages, vont à coup sûr à nouveau déterminer les résultats de l'année 2013.

Les équilibres financiers sont au beau fixe mais l'activité économique au point mort en Bulgarie

L'année 2013, caractérisée par l'instabilité, a été particulièrement éprouvante en Bulgarie. Dix mois après les protestations de février survenues dans différentes villes du pays en réaction à une hausse de 14 % des prix de l'électricité qui ont abouti, le 20 février, à la démission du gouvernement Borissov et, six mois après, aux élections législatives anticipées du 12 mai et à la formation du gouvernement d'une coalition dite de centre gauche, le mouvement de révolte ne faiblit pas. Ces manifestations renvoient l'observateur à l'une des plus dures périodes de la transition postcommuniste, en 1997, lorsque le pays s'est retrouvé au bord de la banqueroute financière et a dû passer sous les fourches caudines du FMI.

La hausse des prix de l'électricité, au plein cœur de l'hiver, décidée par le régulateur national pour amortir le surcoût du raccordement des nouvelles centrales d'énergies renouvelables, a été à l'origine de l'embrasement. La tournure prise par les événements a montré combien le mécontentement était profond au sein d'une population éreintée par des années de sacrifices et d'épreuves. Pire encore, l'immolation, à intervalles rapprochés, de plusieurs personnes a révélé un désarroi réel. Les motifs en sont connus : rejet d'une classe politique incapable, pour y être elle-même impliquée, de lutter contre une corruption endémique, impunité des réseaux économico-mafieux, retombées de la crise économique mondiale, pour ne citer que les principaux. A cela s'ajoutent notamment l'arrogance des monopoles publics, le délabrement du système de santé et le manque de transparence dans les décisions publiques.

Un rapport publié en mars 2013 par la Commission européenne révélait que la Bulgarie arrivait en 2011 en tête pour ce qui est du pourcentage de population menacée par la pauvreté et l'exclusion sociale (49,1 % contre 40,3 % en Roumanie), alors que la moyenne européenne était de 24,2 %. Seule l'économie grise, dont la part atteindrait 33 % du PIB, permet à des milliers de foyers de « tenir », ce qui complique d'autant la résorption des déséquilibres structurels du marché du travail et contribue à la persistance d'un taux de chômage élevé. En 2012, la part des chômeurs de longue durée était de 56,4 % contre une moyenne européenne de 44,8 %, celle du chômage des personnes non qualifiées de 29,3 % (18,3 % dans l'UE-27). Sur les 68 800 emplois détruits entre 2010 et 2012, 25 % concernaient des personnes âgées de 15 à 24 ans.

De mars à mai 2013, le pays a été dirigé par un gouvernement intérimaire conduit par un diplomate, Marin Raikov, qui n'a fait que gérer les affaires courantes. La formation d'un nouveau gouvernement, à l'issue du scrutin législatif anticipé du 12 mai, n'a pu mettre un terme à la profonde crise de confiance des électeurs. Faute d'avoir obtenu une majorité suffisante et trouvé des alliés pour former une coalition, le Premier ministre démissionnaire, Boris Borissov, a dû renoncer à former un gouvernement. Il a laissé la place, en juin, à une coalition soutenue par le Parti socialiste bulgare et le Mouvement des droits et libertés qui bénéficie de la neutralité d'Ataka, quatrième formation du pays, d'extrême droite.

Tout en se disant sensible aux revendications sociales, encouragé par le FMI, le gouvernement, emmené par l'ancien ministre des Finances Plamen Oresharski, a voulu rassurer les investisseurs et maintenir les équilibres financiers et budgétaires dans l'étroit corset qui est le leur depuis des années. C'est ainsi que dans le cadre d'un montant budgétaire à l'identique, une enveloppe d'urgence de 102 millions d'euros a été consacrée au relèvement de l'allocation de rentrée scolaire, à la revalorisation des revenus des ménages au bas de l'échelle, à la hausse du salaire minimum (passé de 159 à 230 euros) et à l'indexation des retraites sur l'inflation après trois années de gel, tandis que des mesures de redressement de la compétitivité de l'économie étaient prises. Parmi ces dernières, on relève une amélioration du système de passation des marchés publics et un allègement de la pression administrative sur les investisseurs. Mais ce délicat exercice d'équilibrisme venant d'un gouvernement qui se réclame du centre n'est toujours pas venu à bout de l'exaspération des manifestants, comme l'illustrent les nouvelles mobilisations de l'automne 2013.

La quasi-stabilité de la croissance s'explique par la conjugaison d'un nouvel affaiblissement de la demande intérieure provoqué par une baisse de la consommation privée de 2,4 % par rapport à 2012, d'un léger frémissement du côté de l'investissement et d'un timide sursaut des exportations (vers les marchés européens comme non-européens). L'inflation, pour sa part, s'est réduite, conséquence d'une pression à la baisse sur les prix à la consommation, elle-même provoquée par une diminution continue de la consommation des ménages et d'une réduction des prix de l'électricité suite aux manifestations de février. Les importations ont également diminué, à cause de cette atonie de la demande intérieure, ce qui a réduit d'autant les déficits extérieurs et courants. Conforme à l'image voulant que « le remède guérit de la maladie au risque de tuer le malade », la bonne situation des finances publiques (la dette publique était équivalente à 18,5 % du PIB à la fin de janvier 2013, et le déficit budgétaire limité à environ 2 % du PIB en 2013) apporte à la Bulgarie la bienveillance des agences de notation dont l'œil est rivé sur les comptes publics et les équilibres financiers.

Ainsi, sa maîtrise de la dette publique qui, partout ailleurs en Europe du Sud-Est, progresse, a valu à Sofia un rehaussement de sa notation par Standard and Poor's (A3 vers A2). Mais ce primat donné à la stabilité des finances publiques coûte cher à l'appareil productif, plus particulièrement à l'investissement public : de quelle amélioration parle-t-on si cette politique de stabilité macroéconomique et de discipline budgétaire est à ce point économiquement et socialement coûteuse qu'elle jette des milliers de personnes dans la misère (et dans la rue), dissuadant même les quelques investisseurs occidentaux présents de renforcer leur présence ? L'ouverture, en 2012, d'une usine d'assemblage de véhicules du constructeur automobile chinois Great Wall est certes une bonne nouvelle, tout comme l'extension de l'usine de pièces détachées de l'équipementier français Montupet à Rousse. Mais elle semble largement insuffisante pour permettre d'envisager un redressement sur le moyen et long terme, sachant que la progression du taux de chômage, l'émigration et le vieillissement de la population sont autant de risques susceptibles d'affecter la croissance potentielle en Bulgarie. Demeuré sous contrôle, le budget n'en a pas moins vu ses recettes diminuer, compte tenu de l'affaiblissement de l'activité économique, tandis que le nombre de prêts défaillants a de nouveau augmenté à partir d'avril 2013, après avoir baissé en 2012.

Le principal espoir de redressement à court terme réside dans une utilisation efficiente d'une partie de l'important reliquat des fonds structurels qui représentaient, au titre de la programmation 2007-2013, une enveloppe de 6,7 milliards d'euros répartis sur sept programmes opérationnels, soit près de 20 % du PIB annuel. On note, de fait, depuis le début de 2013, une amélioration du taux de consommation de ces fonds qui est passé de 3 % à la fin de 2009 à 35 % à la fin de 2012. Mais il est bien tard et il ne reste plus qu'un an pour ne pas perdre le reste de l'enveloppe financière. Toutefois, si le taux d'absorption demeure globalement très insuffisant, le bilan dans le secteur des transports n'est pas totalement décevant, car ces fonds ont largement contribué à la construction et à la rénovation de 600 kilomètres d'autoroutes et de voies routières, de 11 stations et 13 kilomètres de lignes de métro, de 250 kilomètres de réseaux d'adduction d'eau. La consommation des fonds est autrement plus en retard dans des secteurs

comme l'environnement, la compétitivité et l'efficacité énergétique, et des priorités comme le ferroviaire et la navigation fluviale ont d'ores et déjà été renvoyées au cadre financier 2014-2020, période pour laquelle la Bulgarie bénéficiera d'une enveloppe de 7 milliards d'euros, sous réserve qu'elle soit parvenue avant la fin de 2013 à finaliser son Partenariat stratégique avec la Commission européenne.

Quelques motifs de satisfaction en Roumanie

Même si aucun indicateur ne laisse présager une reprise de la demande intérieure (consommation comme investissements) en 2013, l'amélioration constatée au niveau des exportations, les efforts payants d'assainissement budgétaire salués par la Commission européenne et le FMI, les débuts de consolidation sensibles dans un secteur bancaire toujours très dépendant des établissements étrangers, un intérêt soutenu des investisseurs étrangers, sont autant de signes, sinon d'optimisme, du moins de satisfaction en Roumanie. En outre, l'annonce de bons résultats agricoles devrait permettre, comme ce fut le cas en 2011, d'espérer à l'issue de l'année 2013 une croissance proche de deux points, autrement dit une performance dans le marasme européen actuel.

Le déficit commercial avec l'Union européenne s'est réduit suite à une légère baisse des importations de produits énergétiques et, surtout, à une reprise des exportations, pour même se transformer au premier trimestre de 2013 en un solde positif, particulièrement bienvenu compte tenu par ailleurs de la baisse des transferts financiers ! La bonne tenue du secteur de l'industrie automobile doit beaucoup aux types de véhicules fabriqués. Le *boom* au premier semestre de 2013 des immatriculations en France de véhicules de tourisme bas de gamme en provenance des usines de montage de Dacia-Renault l'atteste en particulier, et permet d'ailleurs à la France de demeurer le quatrième partenaire commercial de la Roumanie. Les carnets de commande ont également été dopés par la demande en matériel de transport (notamment des wagons) à la faveur de la modernisation du parc ferroviaire avec l'apport des fonds européens. Globalement, le profil de la production industrielle roumaine donne quelques signes positifs d'une meilleure adéquation avec la demande extérieure (produits pétroliers raffinés, métallurgiques, dérivés du charbon), tant de l'UE – qui absorbe 70 % des ventes de la Roumanie – que des marchés tiers.

Les secteurs de la construction comme des services continuent en revanche de souffrir d'une consommation à la peine depuis maintenant cinq ans, et de nombreuses PME sont acculées à la faillite. Pour sa part, l'activité de crédit continue de se contracter et s'est en partie réorientée vers un financement de l'Etat dont le poids dans le total des crédits est passé de 8 % à la fin de 2008 à 25 % à la fin de 2012 et tend à se stabiliser en 2013. La part des prêts non-performants reste élevée et a encore augmenté (21 % en août contre 19,1 % en juin), 84 % de ces prêts concernant des entreprises en faillite ou insolvable.

En avril 2013, la Roumanie a souhaité que l'accord d'assistance financière de 3,5 milliards d'euros, signé en mars 2011 avec le FMI et qui était arrivé à expiration en mars 2013, soit prolongé de trois mois, afin de lui permettre d'adopter les mesures correctives nécessaires pour atteindre les objectifs du programme sur la réduction des arriérés et la restructuration des entreprises publiques. Le 17 juillet, en mission à Bucarest, le FMI a donc arrêté le principe d'un nouveau programme de soutien (entre 3 et 5 milliards d'euros) « à titre de précaution » comme le précédent (c'est-à-dire que les montants approuvés mis à la disposition du pays ne sont utilisés qu'en cas de besoin).

Conformément aux engagements passés avec l'institution de Bretton Woods, la compagnie aérienne Tarom a été la première entreprise publique roumaine à passer sous la direction d'un gestionnaire issu du secteur privé à la fin de 2012 dans le cadre du processus de restructuration des entreprises publiques. Outre une réduction des pertes de 50 % en un an, la cession de 20 % de son capital figure parmi les conditions posées par le FMI. Le sort identique qui attend d'autres grosses entreprises publiques telles

que la poste roumaine ou la compagnie ferroviaire de marchandises (CFR Marfa) provoque la crainte d'une hausse du chômage, contenu jusqu'à présent à 7,2 % de la population active.

Enfin, du côté du marché de l'emploi, l'entrée en vigueur d'une nouvelle législation en matière de droit du travail et de dialogue social dans le sens d'une flexibilisation accrue participe de la relative bienveillance des institutions financières internationales à l'égard de Bucarest.

La pression inflationniste, alimentée par la hausse des prix des produits alimentaires (qui compte pour une part importante dans le panier de référence) et le relèvement de certains tarifs administrés (énergie au premier chef), ne s'est pas relâchée (4,8 % au premier trimestre de 2013). La dégradation du climat social en 2012 et l'instabilité politique qui en était issue avaient abouti au deuxième trimestre de 2012 à une dépréciation du leu roumain envers l'euro. Une réaction forte de la Banque centrale (intervention sur le marché des devises et plafonnement des opérations de financement aux banques), ajoutée à la supervision des institutions financières internationales (mission conjointe à Bucarest en août 2012 de la Banque mondiale, de la Commission européenne et du Fonds monétaire international) ont contribué à sa stabilisation à la fin de 2012. Cela a permis, en octobre 2013, à la Banque centrale – dirigée depuis 1990 par Mugur Isarescu – d'assouplir sa politique monétaire en abaissant un taux directeur (qui était encore de 10,25 % en 2008) à 4,25 % en octobre 2013.

Même si elle est toujours critique à l'égard de l'effectivité des réformes structurelles (de celle du système de santé à la restructuration des entreprises publiques et, bien sûr, du secteur de l'énergie), la Commission européenne a recommandé à la mi-2013 la levée de la procédure de déficit excessif ouverte en 2009, prenant ainsi acte des efforts d'ajustement budgétaire entrepris depuis cette date, le déficit ayant été corrigé de 6 points en quatre ans (de 9 % du PIB en 2009 à 2,9 % en 2012, pourtant année électorale). Inversement, l'augmentation de la dette publique (malgré tout en réduction et limitée à 36 % en 2013) a conduit l'agence de notation Moody's à revoir les perspectives roumaines de « stables » à « négatives » en juillet 2012.

Le secteur bancaire, qui est composé à hauteur de 92 % de ses actifs par les banques privées, connaît un processus de consolidation rendu plus impératif encore après la crise chypriote : 15 000 postes ont été supprimés entre 2008 et 2013, et leur nombre total est ainsi passé de 70 000 à 55 000. Réputée pour sa supervision rigoureuse, la Banque centrale a introduit de nouvelles règles microprudentielles concernant les PME et les particuliers endettés en devises, et s'est engagée à mettre en place au plus vite les règles adoptées dans le cadre de « Bâle III » qui entrera en vigueur en 2014. Le retrait des banques étrangères a été, en partie, compensé par un engagement accru des institutions financières européennes (BEI-BERD).

Par ailleurs, alors que l'on relève une baisse généralisée des flux d'investissements directs étrangers (IDE) entrants dans la région en 2012, la Roumanie s'est distinguée par un léger rebond de ces derniers : leur montant est passé de 750 millions d'euros (au premier semestre de 2012) à 1,86 milliard (au premier semestre de 2013) avec, notamment, le rachat par le Français Sofiproteol, via sa filiale roumaine Expur, de deux entreprises d'huile végétale, la construction par GDF d'un parc éolien et l'ouverture d'unités de production par les Allemands Bosch et Draexlmaier. Quatrième investisseur, la France fournit 9,1 % des stocks d'IDE, concentrés dans le secteur financier (Société générale, BNP et Crédit agricole), les télécommunications, la grande distribution et le secteur automobile.

Lanterne rouge des nouveaux Etats membres en la matière, la Roumanie parvient à grand peine à améliorer sa capacité d'absorption des fonds européens (32,2 milliards d'euros pour 2007-2013 ; 39,2 milliards pour 2014-2020). En juin 2013, elle n'avait consommé que 15 % de son allocation, risquant d'importants dégagements d'office à l'issue de 2013. Et tandis que le ministre en charge de la question, Eugen Teodorovici, n'en continue pas moins de fixer des objectifs irréalistes, « le manque de vision stratégique, de transparence, l'inadaptation des appels d'offres, l'externalisation excessive de la gestion » sont autant de réalités propres à relancer le récurrent débat sur l'insuffisante préparation de la Roumanie à assumer sa qualité d'Etat membre à part entière...

Principaux indicateurs économiques

(Variations en % par rapport à l'année précédente, sauf mention contraire)

Bulgarie

	2009	2010	2011	2012	2013 (p)
PIB	- 5,5	0,4	1,8	0,8	0,5
PIB par tête (% de la moyenne UE-28, PPA)	44	44	44	45	45
Consommation des ménages	- 7,6	0	1,5	2,5	0,4
Formation brute de capital fixe	- 17,6	- 18,3	- 6,5	0,8	0
Prix à la consommation	2,5	3	3,4	2,4	1
Solde des administrations publiques (% du PIB)	- 4,3	- 3,1	- 2	- 0,8	- 3
Dette publique (% du PIB)	14,6	16,2	16,3	18,5	20
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	6,8	10,2	11,2	12,3	13
Exportations de marchandises	- 23	33	30,2	2,6	3,9
Importations de marchandises	- 33,3	15,4	22,3	8,9	4,4
Balance commerciale (millions d'euros)	- 4175	- 2764	- 2156	- 3622	- 3900
Balance courante (% du PIB)	- 8,9	- 1,5	0,1	- 1,3	1
Dette extérieure brute (% du PIB)	108,3	102,7	94,1	94,8	-

Sources : WIIW
(p) : prévision

Roumanie

	2009	2010	2011	2012	2013 (p)
PIB	- 6,6	- 1,1	2,2	0,7	2
PIB par tête (% de la moyenne UE-28, PPA)	47	47	47	53	53
Consommation des ménages	- 10,4	- 0,3	1,2	1	0,2
Formation brute de capital fixe	- 28,1	- 1,8	7,3	5	1
Prix à la consommation	5,6	6,1	5,8	3,4	4,2
Solde des administrations publiques (% du PIB)	- 9	-6,8	- 5,6	- 2,9	- 2,7
Dette publique (% du PIB)	23,6	30,5	34,7	37,8	36
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	6,9	7,3	7,4	7	7,5
Exportations de marchandises	- 13,6	28,4	21,2	- 0,6	3
Importations de marchandises	- 31,8	24,9	17,3	- 0,5	2
Balance commerciale (millions d'euros)	- 6868	- 7568	- 5397	- 7368	- 7000
Balance courante (% du PIB)	- 4,2	- 4,4	- 4,5	- 4	- 2,8
Dette extérieure brute (% du PIB)	68,7	74,4	75,2	75,1	-

Sources : WIIW
(p) : prévision

Quatrième partie

Les Balkans occidentaux

Albanie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Macédoine, Monténégro, Serbie *par Catherine Samary*

L'élargissement de l'Union européenne se poursuit dans l'Europe du Sud-Est, en dépit d'une situation de turbulences socioéconomiques et politiques sans précédent, tant au sein de l'Union que dans les Balkans : la Croatie, sans sortir du marasme qui y règne depuis 2009, en est devenue membre le 1^{er} juillet 2013, quittant ce faisant les « Balkans de l'Ouest » qui regroupent, pour l'UE, les candidats potentiels à l'adhésion. Le Kosovo a gagné le droit d'en faire partie officiellement. Même si, depuis son indépendance en février 2008, il n'est toujours pas reconnu comme Etat par la Serbie (ni par l'ensemble des membres de l'UE et de l'ONU), l'accord que les deux pays ont conclu, à la fin du mois d'avril 2013, marque un tournant : il facilite les rencontres internationales et ouvre la porte des négociations avec l'Union des deux côtés (celle d'un accord de stabilisation et d'association – ASA – pour Pristina, et celle de la dernière étape avant l'adhésion pour Belgrade).

L'hypothèse optimiste stimulant l'avancée de tels accords est que l'intégration de tous les pays des Balkans de l'Ouest dans un même cadre européen permettrait aux communautés, éclatées entre plusieurs pays membres, d'être dotées d'une citoyenneté européenne qui faciliterait les liens. Une telle perspective a sans doute aussi contribué à la défaite, en Albanie, de Sali Berisha, qui tenait ouvertement un discours en faveur d'une « grande Albanie », alors que les grandes puissances usent de la carotte de l'intégration européenne pour tenter de pacifier la région.

Cette perspective se heurte pourtant à l'état même de l'Union et à ses orientations vers des politiques d'austérité et de concurrence qui aggravent les écarts et favorisent deux autres dynamiques conflictuelles. La première est la persistance de courants nationalistes qui se nourrissent de la dénonciation des relations de « périphérisation » des peuples balkaniques par les grandes institutions internationales et européennes. Au Kosovo, l'hostilité du mouvement Vetëvendosja (Autodétermination) à l'égard des récents accords signés avec Belgrade en témoigne. Il en va de même des blocages nationalistes contre la remise en cause des divisions ethniques institutionnalisées à Dayton qui persistent en Bosnie-Herzégovine. Le développement de courants nationalistes xénophobes d'extrême droite au sein même de pays membres de l'Union – de la Hongrie à la France – et du racisme envers les peuples « paresseux » et laxistes du sud de l'Europe montre, malheureusement, que l'Union ne protège pas de ces évolutions.

Une Europe, mais laquelle ?

Mais une autre tendance – troisième voie entre l'acceptation de l'UE telle qu'elle se présente en 2013 et les replis nationalistes – se fraye difficilement un chemin depuis 2009, sans offrir pour l'heure d'alternative cohérente. Elle exprime, à la fois, une critique de la xénophobie et des désastreuses violences auxquelles ont conduit les projets d'Etats-nations ethniquement purs, et témoigne des désillusions croissantes éprouvées vis-à-vis de l'intégration à l'UE : en partie « yougonostalgique » sans être passéiste, elle est portée par la radicalisation d'une nouvelle génération dans le contexte de la montée des grèves. De nouveaux mouvements sociaux expriment des exigences de « justice sociale » prévalant sur les conflits identitaires, dénonçant la corruption endémique, mais aussi les alternances électorales sans alternatives et choix réels. Ils questionnent la construction européenne.

La crise de l'eurozone et les orientations institutionnelles et socioéconomiques adoptées pour juguler la spéculation des marchés ont fait des dettes publiques le vecteur de politiques d'austérité durables à l'échelle de toute l'Union, qui doivent être traduites en « règles d'or » dans les Constitutions nationales, y compris pour les futurs candidats à l'UE. Pourtant, ces dettes publiques sont, en Europe

du Sud-Est (et de l'Est en général), bien inférieures à celles de la « vieille Europe ». La « nouvelle Europe » a en effet joué un rôle d'avant-garde spécifique, radicalisant, après 1989, le tournant néolibéral de la construction européenne. Les nouveaux candidats devaient s'y plier pour être reconnus « dignes » de l'Europe. Alors que l'élargissement vers les pays du Sud s'était accompagné d'une augmentation des fonds structurels de l'UE en direction des pays et régions les plus pauvres, celui dirigé vers la périphérie de l'Est s'est inscrit dans une logique de libre-échange non atténuée par le rôle social (démantelé) des Etats, ni par un budget redistributif de l'Union digne de ce nom. Ce dernier a, au contraire, été – et demeure – plafonné aux environs de 1 % de son PIB. Même les aides publiques de pré-adhésion ont été conditionnées par des privatisations et des accords de libre-échange, et les principaux financements ont dû être privés et orientés vers les investissements directs étrangers (IDE). Ce processus a été facilité par la privatisation des banques qui a tendu à en faire, de manière prédominante, des filiales de banques d'Europe occidentale. C'est ainsi que la part des actifs étrangers se situe dans les Balkans de l'Ouest entre 74 % (Serbie) et plus de 90 %, deux pays (le Kosovo et le Monténégro) utilisant de surcroît l'euro sans être membres de l'Union. Cette intégration financière, voire monétaire « organique », était jusqu'en 2009 perçue comme un gage de stabilité et de croissance.

Dans la phase euphorique de « rattrapage » précédant 2009, les IDE ont été attirés par un *dumping* fiscal et social et, après 1999, par les perspectives sécurisantes d'adhésion à l'Union européenne. Mais ils ont été accompagnés d'un fort endettement et de déséquilibres extérieurs. Comme nous l'avons indiqué dans le *Tableau de bord 2012* – qui ne disposait pas des chiffres du WIIW pour le Kosovo – les récessions les plus graves de 2009 (de 7 % à 3 % du PIB) ont touché les pays où la croissance avait été la plus forte : la Croatie, le Monténégro et la Serbie. Le Kosovo et l'Albanie ont été les seuls de la région à garder une croissance positive en 2009 : le premier, au lendemain de sa déclaration d'indépendance, grâce à de forts investissements publics soutenus par des bailleurs de fonds et les transferts de la diaspora ; le second, également par le soutien public de la demande interne dans un contexte électoral tendu et par le retour au pays, avec leur épargne, de populations immigrées touchées par le chômage dans le pays d'accueil. La région tout entière a peiné à sortir de la crise, avec une demande intérieure faible, une baisse des IDE et des crédits qui avaient alimenté la croissance avant 2009 (non sans créer des bulles immobilières comme au Monténégro ou en Croatie). C'est la coalition, dès 2010, des grandes institutions financières (dite Initiative de Vienne, renouvelée en 2011 et toujours en vigueur) qui a contenu le risque de rapatriement des fonds bancaires par les maisons mères que craignait la BERD, dans le contexte persistant de l'accumulation des créances douteuses dans les pays d'origine et d'accueil.

Le panorama se détériore à nouveau à partir de 2012 dans l'ensemble des Balkans de l'Ouest. La croissance du Kosovo ralentit en restant la plus forte, mais c'est le pays le plus pauvre. La récession frappe encore la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine, le Monténégro et la Serbie, et la croissance de l'Albanie faiblit, en raison notamment d'une diminution majeure des investissements. Pèsent sur tous ces résultats la chute des exportations vers l'eurozone – notamment sa périphérie Sud –, une demande intérieure privée faible, alors que les pressions du FMI et des autorités européennes contraignent l'évolution des dépenses publiques, des cibles de dette publique inférieures à 45 % du PIB étant généralement fixées. Observons au passage que les dettes publiques demeurent largement en dessous de la moyenne de l'UE-28 (environ 85 % du PIB), tout en dépassant 50 % en Serbie, au Monténégro et en Albanie, contre un niveau particulièrement bas au Kosovo, de près de 7 %. Les déficits courants avec l'extérieur (plus de 15 % du PIB au Monténégro et aux environs de 10 % en Bosnie-Herzégovine, en Albanie et au Kosovo) reflètent, pour leur part, les déséquilibres majeurs du commerce, atténués, cependant, par les mouvements des revenus du travail (émigré).

Le fragile rebond des IDE (majoritairement européens dans les Balkans) en 2011, après une forte chute en 2008, ne s'est pas confirmé en 2012. Les déficits commerciaux se sont dégradés à cause de la hausse des prix des produits importés, sans que ceux-ci augmentent en volume, la demande interne

restant faible. L'UE concentre 65 % des échanges extérieurs de la région dont le déficit augmente. Les pays s'efforcent de réorienter les flux commerciaux : parfois vers la Chine et les pays arabes, et vers les Balkans au sens large, la Bulgarie et la Roumanie incluses. Mais cela reste modeste, inférieur à 12 % des échanges.

Notons que l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne va modifier la donne en élevant des barrières non tarifaires pour les produits qu'elle importera de la zone de libre-échange centre-européenne (CEFTA), à laquelle elle appartenait, mais qui exclut les pays devenus membres de l'Union. Le CEFTA ne comprend ainsi plus à ce jour, outre la Moldavie, que les pays des Balkans de l'Ouest. C'est la Bosnie-Herzégovine qui sera la plus affectée, d'une part parce qu'elle devient la nouvelle frontière de l'UE, d'autre part parce qu'elle était concernée en 2011 par 12 % des exportations et plus de 3 % des importations croates. Ce bilan pourrait être partiellement modifié par des délocalisations d'entreprises croates vers son territoire.

Conséquence de la détérioration de la situation économique, le « social » est à présent au centre des préoccupations populaires dans les Balkans de l'Ouest. Le taux de chômage s'étale, en effet, entre 14 % en Albanie et de l'ordre de 30 % au Kosovo, en Macédoine et en Bosnie-Herzégovine, un chiffre vers lequel tend la Serbie. Plus de 40 % des 15-24 ans, en moyenne, sont chômeurs – un pourcentage qui monte à plus de 50 % en Serbie, 60 % en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo – contre environ 40 % en moyenne dans l'Union européenne. Le chômage de longue durée est lui aussi supérieur à la moyenne de l'Union (notamment en Macédoine et en Bosnie-Herzégovine où il atteint plus de 80 %). De surcroît, ce sont des chiffres qui sont sous-estimés en raison de la baisse de la population active (liée au découragement des chercheurs d'emploi et au déploiement d'une économie informelle évaluée à 30 % du PIB contre 20 % en moyenne dans l'UE). Enfin, les salaires bruts moyens dans les Balkans occidentaux, comparés à une base 100 pour l'UE-28, s'échelonnent, selon Eurostat, entre 9,7 en Albanie et 24,8 au Monténégro, bien en dessous de la moyenne des onze nouveaux membres de l'Europe de l'Est (32,7). Une enquête rapportée par *Le Courrier des Balkans* du 30 juillet 2013 situe même les salaires minimums en dessous de ceux de la Chine.

Globalement, les pronostics de croissance pour 2013, tout en étant meilleurs que ceux de l'année précédente, restent médiocres et fragilisés par les incertitudes touchant l'Union européenne, notamment en ce qui concerne la baisse des fonds envoyés par les émigrés qui jouent un rôle très importants dans les Balkans de l'Ouest. Des différences tiennent aux évolutions spécifiques des principaux pays partenaires, le plus souvent l'Italie et la Grèce, plutôt l'Allemagne et la Suisse pour le Kosovo. La deuxième Initiative de Vienne réunit à nouveau depuis 2011 toutes les grandes institutions financières internationales, la Commission européenne et des représentants des pays d'origine et d'accueil des banques commerciales, massivement à capitaux étrangers, en Europe du Centre, de l'Est et du Sud-Est. Son rapport de juillet 2013 rectifie l'évaluation plus optimiste du précédent : il souligne que la deuxième vague de réduction des fonds par les maisons mères des banques locales, constatée en 2011, s'est poursuivie en 2013 dans toute cette région, accompagnée d'une faiblesse des crédits. Son comité directeur doit discuter plus précisément des implications pour les pays non membres de l'Union (donc les Balkans occidentaux) des transformations en cours des mécanismes de supervision bancaire au plan européen : il s'inquiète de la montée des prêts non-performants. La nouvelle orientation désormais préconisée par la BERD est la substitution des dépôts domestiques aux financements extérieurs, le plus vite et autant que faire se peut. Le rapport du WIIW de juillet 2013 reprend cette orientation et prône « un nouveau modèle de croissance » fondé sur la demande domestique de consommation et d'investissement. Mais il constate que ce « nouveau modèle » est loin d'être encore appliqué, « en particulier dans les Balkans ». Il s'interroge sur de possibles « révolutions à venir », compte tenu des pronostics pessimistes pour 2013.

Vers des « Printemps balkaniques » ?

Depuis plusieurs décennies, les grèves et les manifestations sporadiques, parfois désespérées, sont fréquentes. Dans un contexte de montée de la grogne sociale contre la corruption et les privatisations frauduleuses, les luttes contre la privatisation des services publics, notamment de l'éducation, ont marqué, depuis 2009, l'entrée en scène d'une nouvelle génération dans plusieurs pays. Les « indignés » de Roumanie et de Bulgarie, et également de Turquie, marquent les consciences. Mais dans « l'espace yougoslave », les thèmes autogestionnaires qui sont abordés dans un ensemble de forums et de réseaux sociaux ont aussi une résonance particulière. Des liens se nouent, à la fois verticaux (entre plus ou moins jeunes intellectuels et travailleurs en grève) et horizontaux (transnationaux, balkaniques). En témoignent le réseau Balkan Student qui s'est réuni pour la quatrième fois en décembre 2012 à Skopje (avec des participants de Serbie, Kosovo, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine), et le Forum social des Balkans, organisé en Croatie pour la deuxième fois en mai 2013, dans le cadre du Festival subversif, non sans rapports avec les jeunes animateurs des cycles de formation et de discussion de l'Université parallèle autogérée de Ljubljana.

Au lendemain des conflits balkaniques des années 1990, les choix politiques ont souvent été binaires : nationalismes contre « européismes » alignés sur les politiques de l'UE. Les nouveaux réseaux balkaniques expriment une critique de ces deux options et révèlent une crise générale de la démocratie représentative, qui ici se concrétise par la défiance croissante envers les partis politiques. La gestion collective des « biens communs » – dont l'étude a valu à Elinor Ostrom le prix Nobel d'économie en 2009 – émerge aussi comme réflexion nouvelle contre la privatisation des services publics ou d'anciennes propriétés collectives.

Les luttes étudiantes de 2011, au Monténégro comme en Croatie ou en Serbie ont, quelles qu'aient été leurs issues, durablement marqué une nouvelle génération utilisant largement les réseaux Facebook. La résistance à la privatisation de l'éducation entre en résonance avec les protestations contre les baisses de salaires et des pensions quand les tarifs des services publics augmentent et que s'enrichit un « Etat mafieux ». Ces dynamiques ont été perceptibles en Albanie lors de manifestations récurrentes, au Monténégro en 2012 à l'appel des syndicats, des étudiants et d'organisations anticorruption ou encore, depuis juin 2013, en Bosnie-Herzégovine dans un mouvement d'ensemble « contre le népotisme et l'arrogance » de la classe politique. Dans ce pays, la « révolution des bébés » (voir *infra*) a rapproché les citoyens de toutes origines, révoltés par les méfaits des conflits paralysants des partis nationalistes au pouvoir. Au cours de l'été 2013, des manifestations analogues ont eu lieu à Skopje, ou encore en Serbie où des milliers de chercheurs et d'étudiants ont manifesté contre la marchandisation de l'éducation et de la recherche, mais aussi en solidarité avec les grandes entreprises privatisées de façon frauduleuse, et contre les partis de toutes étiquettes, rappelant celles des « indignés » de droite et de gauche de Bulgarie.

La révolte se tourne contre toute la classe politique lorsque, quelle que soit leur étiquette, les partis au pouvoir ignorent les protestations populaires et prônent les mêmes politiques sous la pression des institutions internationales et européennes. Les clichés négatifs sur les haines fatales interethniques balkaniques oublient la récurrence des rapprochements balkaniques du passé : l'attachement à la diversité des identités et des histoires nationales peut être davantage respecté si les frontières prennent moins d'importance et si les droits sociaux et politiques partagés augmentent dans le cadre commun. C'est bien la question majeure posée à la construction européenne.

Albanie

Depuis les élections législatives de 2009, les négociations de l'Albanie avec l'Union européenne étaient suspendues en raison de fraudes électorales, de violences policières et de corruption. Le Parti socialiste (PS) boycottait les travaux du Parlement pour contester la victoire du Parti démocratique (PD).

Les manifestations populaires se sont multipliées jusqu'aux élections législatives de juin 2013. Après un quart de siècle d'alternances au cours duquel la droite a dominé pendant treize années (dont les huit dernières), l'Albanie a basculé à gauche. La défaite de la coalition de droite, dominée par le PD, a été incontestable, avec une avance inattendue de ses adversaires de 11 %. Le Premier ministre sortant, Sali Berisha, n'avait pourtant pas lésiné sur des promesses d'augmentations des salaires et des pensions de retraites, improvisées à la veille du scrutin. Il avait aussi flirté avec la question d'une « grande Albanie », ce qui a pu davantage effrayer que convaincre, compte tenu notamment de l'hostilité des grandes puissances à cette thématique. Face à l'ampleur de sa défaite, il a renoncé à diriger le PD. Le nouveau Premier ministre, l'artiste et maire de Tirana Edi Rama, jouit d'une certaine popularité grâce à la créativité dont il témoigne pour lutter contre la grisaille de la capitale. Il affiche sa volonté d'entretenir de bonnes relations avec tous les voisins, renforçant la probabilité d'une reprise des négociations avec l'UE d'ici 2014. Mais peut-il changer le « disque dur » du système infecté par le virus de la corruption généralisée ?

Selon le FMI, la résilience de l'Albanie vis-à-vis de la crise depuis 2008 repose sur la part limitée du commerce extérieur dans sa croissance, l'importance des dépôts domestiques dans les banques étrangères et le retour des migrants rapatriant leur épargne. Il ajoute à ces facteurs une politique publique de soutien de la croissance en 2009-2010, autant de causes qui ne relèvent pas de ses préconisations. Mais la dette publique s'étant accrue (à près de 60 % du PIB), le fonds prône désormais son orthodoxie habituelle et pronostique une croissance de l'ordre de 1 % pour 2013, prévision plus pessimiste que celle du WIIW.

Depuis 2012, l'Albanie voit sa croissance affectée par la chute des investissements et par l'environnement négatif de ses principaux partenaires européens, l'Italie et la Grèce. Ces derniers sont aussi les pays d'origine de plus de 30 % de ses actifs bancaires (dont, au total, plus de 90 % sont étrangers). La réduction du déficit commercial en 2012 vient d'une baisse des importations qui accompagne celle de la demande intérieure. Des conflits ont opposé les partis dominants au sujet de la privatisation du secteur de l'énergie hydraulique ou des projets d'autoroutes, dont celui de « l'autoroute de la corruption » ou « chantier du siècle » reliant l'Albanie au Kosovo, qui a été dénoncé pour ses appels d'offres fictifs. Le changement de majorité n'entraînera pas le renoncement aux projets de privatisations en cours, pronostique la BERD qui rappelle également les mesures de soutien aux banques en difficulté, via la mise en place d'une banque de défaisance des créances douteuses, sous condition de soumission des succursales de banques étrangères au contrôle du pays d'accueil. Mais elle indique que 55 % des banques albanaises estiment ces contraintes trop coûteuses et que 17 % versent des sommes « irrégulières » aux autorités de régulation (le montant le plus en hausse et le plus élevé de la région).

Bosnie-Herzégovine

Après deux ans de croissance anémique, le pays est retombé en récession en 2012 avec une demande intérieure de consommation et d'investissement faible ou nulle et une chute des exportations sous l'impact de la récession en Slovénie, en Italie et en Croatie. L'entrée de cette dernière dans l'Union européenne en modifie les frontières, qui bordent à présent la Bosnie-Herzégovine. Il faut mettre les nouveaux postes frontaliers aux normes, mais aussi aménager ponts, routes et places de stationnement pour les camions. Les conditions des échanges se modifient également (voir le chapitre « Pays d'Europe centrale »), ce qu'atténueront les délocalisations de quelques entreprises croates en Bosnie-Herzégovine.

Les crédits bancaires sont faibles et le secteur bancaire, dominé à plus de 92 % par des actifs étrangers – en provenance principalement d'Autriche et d'Italie –, est sous la pression des régulations visant à contrer les retraits des banques mères. Les prêts non-performants se sont accrus substantiellement : selon la BERD, ils sont passés de 5,9 % de la totalité des prêts en 2009 à plus de 12 % en 2012. En septembre 2012, après la suspension d'un précédent accord avec le FMI dans le contexte de quinze mois de crise gouvernementale, un nouvel accord *stand-by* (SBA) a été conclu sous la condition de réformes structurelles et de politiques d'austérité intérieures.

Treize ans après les accords de Dayton et de Paris, la fermeture du Bureau du haut représentant reste conditionnée à la réalisation d'accords portant notamment sur la répartition des propriétés de l'Etat et des propriétés militaires ainsi que des modifications constitutionnelles. Ces dernières visent à élargir les droits civiques à tous les citoyens, ce qui se heurte toujours aux résistances des « entités ethniques » attachées aux accords de Dayton. La Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales a émis l'arrêt Sedjic-Finci, du nom de citoyens bosniens respectivement d'origine rom et juive ayant déposé une plainte pour discrimination. L'arrêt n'est toujours pas appliqué.

La poursuite des négociations d'accords de stabilisation et d'association (ASA), première étape pour devenir candidat à l'Union européenne, dépend de la satisfaction de ces diverses conditions.

Le gouvernement central, constitué en février 2012, a été confronté à des scandales financiers et à des remaniements. Il a adopté le budget de 2013 en s'engageant auprès du FMI à réduire les dépenses publiques pour contenir la dette. En décembre 2012, le parlement de la Republika Srpska (RS) – entité bosno-serbe – a été confronté à d'importantes manifestations contre la baisse de 10 % des salaires des fonctionnaires.

C'est dans ce contexte qu'a éclaté, en juin 2013, la « révolution des bébés ». Ce réveil citoyen a été provoqué par l'incurie des partis nationalistes, qui en bloquant la délivrance du numéro d'enregistrement des nouveau-nés depuis février 2013, a provoqué la mort d'une petite fille de trois mois qui n'a pu sortir du territoire pour aller se faire soigner en Allemagne. Pour la première fois depuis « l'insurrection pour la paix » en 1992, Bosniaques, Bosno-croates et Bosno-serbes se sont retrouvés unis dans les mêmes manifestations autour du slogan « nous sommes tous ensemble ». Le mouvement s'est étendu à toutes les grandes villes de Bosnie-Herzégovine et a combiné une extrême diversité de revendications et l'envoi réciproque de messages de solidarité. A Sarajevo les étudiants ont protesté contre le système universitaire et, à Banja Luka, les citoyens se sont opposés à la destruction d'un parc au profit de la construction d'un centre commercial (comme en Turquie). Les élus ont essayé de « diviser pour régner » (en Republika Srpska, en qualifiant les manifestants « d'antiserbes »), mais ils ont été la risée de la population. Ces dynamiques se sont exprimées dans les préparatifs d'un recensement qui a débuté en octobre : les déclarations échapperont-elles aux catégories ethn nationales imposées, avec des déclarations de minorités (roms, juifs), ou de citoyenneté bosnienne ? On sait seulement, à l'heure où ces lignes sont écrites, que le pays a perdu 585 000 habitants.

Kosovo

Le projet d'accord du 19 avril 2013 entre le Kosovo et la Serbie, élaboré sous la pression de l'Union européenne, a été validé le 22 mai par les dirigeants des deux pays. Il concerne la communauté des Serbes du nord du Kosovo (environ 40 000 personnes), et prononce l'abolition des institutions parallèles serbes dans cette région frontalière (moyennant une transition jusqu'aux élections du 3 novembre 2013) et la formation d'une Association des municipalités serbes dotée d'une large autonomie. Il ne dit rien des Albanais de la vallée de Presevo en Serbie.

Le Kosovo, tout en étant l'Etat le plus pauvre des Balkans occidentaux avec un taux de chômage de près de 45 % (plus de 60 % pour les jeunes), a conservé une croissance positive, en moyenne la plus élevée des Balkans de l'Ouest depuis la crise, mais qui s'est ralentie, passant de 4,5 % en 2011 à 3 % en 2013. Cette croissance a été accompagnée d'une forte inflation liée aux produits importés. Les conflits et le protectorat ont légué un pays aux structures productives très détériorées, qui importe la quasi-totalité de ses besoins. Son déficit commercial (40 % du PIB en 2012) s'est creusé depuis 2008, contribuant au déficit élevé de sa balance courante. Les Balkans de l'Ouest comptent pour plus de 30 % de ses échanges – avec une part majeure pour la Macédoine –, le reste se faisant surtout avec l'UE. Le FMI souligne la fragilité de cette croissance, en raison de sa forte dépendance aux apports

de fonds de la diaspora de Suisse et d'Allemagne. Le système bancaire, où dominent les banques étrangères, repose, plus que dans d'autres pays de la région, sur les dépôts domestiques – ce qui lui assure une certaine stabilité – et il connaît moins de créances douteuses. Il fait néanmoins l'objet de mesures de consolidation (un fonds spécial, géré par la Banque centrale, assure des réserves prises sur les banques, celles-ci ayant, du coup, renchéri les crédits). L'accord technique de gestion de l'euro (monnaie « nationale ») prive la Banque centrale de toute autonomie de politique monétaire tandis que le budget est administré sous des contraintes étroites. La dette publique est particulièrement basse – en dessous de 7 % du PIB – avec un déficit budgétaire de 1,2 % en 2012. L'ensemble ne répond pas aux besoins de substitution des productions locales aux importations et de remise à flot des services publics, des objectifs qui ne sont pas dans l'orthodoxie de l'agenda néolibéral.

Les élections municipales de décembre 2013 ont constitué un tournant politique. Elles ont signifié la fin de l'hégémonie absolue du Parti démocratique du Kosovo (PDK) du Premier ministre Hashim Thaci. La LDK (Ligue démocratique du Kosovo) fondée en 1989 par Ibrahim Rugova renforce partout ses positions. Le mouvement « Autodétermination » (Vetëvendojse), troisième force parlementaire, qui critique la tutelle de l'UE sur le Kosovo, a gagné la capitale Pristina. Son candidat, Shpend Ahmeti, avait mené une campagne très populaire centrée sur la démocratie sociale. Mais le plus important est que la liste Srpsla, soutenue par Belgrade, a remporté la majorité dans neuf communes sur dix, cinq au sud et quatre au nord de l'Ibar, y compris Mitrovica-Nord malgré des incidents. La forte participation des Serbes devrait permettre à la future « Communauté des communes serbes du Kosovo » de voir le jour.

Macédoine

Comme dans le reste de la région, 2012 a été une année pire que la précédente pour la Macédoine, qui a rechuté dans la récession (-0,2 %). Les pronostics pour 2013 concernant la croissance sont plus optimistes que l'anticipation initiale de 1,2 %. Mais ils sont fondés sur la double hypothèse d'une résurgence de la demande intérieure, qui reste sujette à caution compte tenu de la faiblesse des crédits et du niveau élevé du chômage, et d'une reprise de la croissance en Grèce, qui reste à confirmer.

Dans ce contexte, les autorités ont eu recours au déficit budgétaire, qui est passé de 2,5 % du PIB en 2011 à près de 4 % en 2012, en favorisant l'investissement. Notons toutefois que la dette publique est stable et ne dépasse pas 36 % du PIB, et que le déficit de la balance courante, en se stabilisant aux environs de 4% du PIB, est sensiblement moindre que chez les voisins balkaniques grâce à d'importants transferts de fonds par la population expatriée. En 2013, des modifications dans la répartition des dépenses publiques devraient avoir permis de respecter globalement les plafonnements recommandés par le FMI.

Le commerce extérieur est privilégié comme source de croissance (en jouant sur la baisse des salaires, dans le cadre d'un taux de change rigide). Les exportations ont néanmoins régressé dans un environnement défavorable en 2012. L'Allemagne est le principal client du pays (elle absorbe près de 30 % des exportations), avant le Kosovo et la Serbie, avec une montée des achats de la Chine, passée de 30^e à 7^e client entre 2008 et 2012. Les importations proviennent principalement de Grèce (plus de 12 % du total) et d'Allemagne (moins de 10 %). La Macédoine est devenue de plus en plus dépendante des importations agroalimentaires. Sont en cause les privatisations qui entraînent la parcellisation extrême des terres, sans le soutien des capacités de production et de transformation des produits agroalimentaires. De plus en plus de terres arables sont en friche ou utilisées à d'autres fins, privées ou publiques (citons par exemple le projet de construction d'un aéroport de fret).

Les transferts de revenus des expatriés en 2012 sont évalués à 18 % du PIB, soit les trois-quarts du déficit commercial. Le système bancaire macédonien est fragilisé par ses imbrications avec les banques de Grèce et de Serbie, même si le FMI l'estime assez capitalisé et liquide pour faire face à l'augmentation constatée des prêts non-performants, notamment en devises étrangères.

La proximité de la Grèce et son veto persistant à l'adhésion du pays à l'Union européenne ou à l'OTAN continue de peser. L'agressif programme Skopje-2014 (chiffré officiellement 80 millions d'euros, 200 selon l'opposition) soulève bien des conflits « identitaires » tout en alourdissant la dette de l'Etat envers le secteur privé. Perçu par ses critiques comme « kitsch nationaliste », ce faramineux projet, qui est censé redorer le blason du pays en multipliant les statues (dont une de plus de 22 mètres de haut symbolisant Alexandre le Grand à cheval et soixante figurant des personnalités politiques), les ponts, les arcs de triomphe et un opéra censés attirer les touristes, est irritant, tant pour la population albanaise que pour les voisins grecs. A l'appel de l'association des architectes de Macédoine, les habitants de Skopje ont formé le 14 juin 2013 une grande chaîne humaine autour du centre commercial Gradski trgovski centar (GTC), haut lieu de rencontres depuis sa construction en 1971, pour le sauver des « touches baroques » dont Skopje-2014 le menace. Les dépenses budgétaires ont fait l'objet, lors de leur adoption en décembre 2012, de protestations et d'affrontements. La coalition de centre droit au pouvoir depuis sept ans s'appuie à la fois sur des réflexes patriotiques et un contrôle musclé des médias. L'avenir proche dira si la population apprécie les retombées positives annoncées de ces dépenses ou si l'emporte la dénonciation de grands « projets inutiles », voire choquants.

Monténégro

Le Monténégro, retombé en récession en 2012 (-0,5 %) après une reprise fondée sur le commerce extérieur, devrait connaître une croissance de 2 % en 2013. La chute majeure et continue des investissements productifs depuis 2009 (de 15 % en moyenne par an pendant trois ans) a entraîné une forte diminution de la production industrielle brute. L'impact négatif du marché mondial a également affecté les exportations de la plus grande entreprise exportatrice du pays, le combinat d'aluminium de Podgorica (KAP). La désindustrialisation du Monténégro s'accompagne d'une dépendance croissante vis-à-vis du tourisme. Si les IDE se sont en partie maintenus vers la côte, en dépit (ou profitant) de la bulle immobilière des années précédentes, de nombreux projets immobiliers périclitent, mettant certaines banques au bord de la faillite. De récentes lois ont introduit de nouvelles régulations pour stabiliser le système bancaire. Mais celui-ci demeure exposé à de nombreuses créances non-recouvrables.

Le parti du Premier ministre Milo Djukanovic, le DPS (Parti démocratique des socialistes), au pouvoir depuis 1989, est ébranlé par la crise. Il est confronté depuis 2011 à l'explosion d'un « printemps social » contre « l'Etat mafieux ». Des milliers de retraités, d'étudiants, de travailleurs ont dénoncé, pendant des mois, et sous l'impact d'autres mouvements d'« indignés » dans le monde, les privatisations mafieuses, l'augmentation des droits d'inscription à l'université et le crime organisé. Il n'est dès lors guère sûr que la stabilité gouvernementale soit assurée, en dépit de la réélection de l'actuel président Filip Vujanovic le 7 avril 2013 avec une courte majorité contestée par l'opposition. Lors du référendum d'indépendance, en 2006, le dirigeant du DPS avait promis un taux de chômage nul en quatre ans. Il est actuellement de près de 20 %. Les questions d'identité nationale et de relations avec la Serbie sont désormais secondaires par rapport à la baisse du niveau de vie et à la précarité qui rendent insupportables les suspicions de fraudes, les scandales liés à la corruption ou aux finances douteuses, ou la politique économique de compression des dépenses publiques. Retraites gelées, nouveaux impôts sur les salaires, hausse de la TVA et remontée de l'inflation avec hausse du chômage suscitent une grogne croissante.

Mais les 1 200 emplois du combinat d'aluminium KAP qui seraient supprimés si la fermeture de l'usine se confirmait risquent de constituer une véritable poudrière. Un poker menteur se joue avec les oligarques russes. Ils ont acheté KAP en 2005, mais le gouvernement monténégrin conteste les sommes prétendument investies, tout en étant forcé de couvrir les dettes de l'usine, soit 400 millions d'euros, comme prévu dans le contrat de vente. En outre, les factures de consommation d'électricité ayant été impayées, l'usine a été déconnectée du réseau national et – avec le soutien du gouvernement, selon l'opposition – s'est frauduleusement branchée pendant des mois sur les réseaux d'électricité européens : le montant de ce

vol serait de près de huit millions d'euros. « C'est la première fois que nous sommes confrontés à une telle situation en cinquante ans » déclarent les experts bruxellois. Si l'implication gouvernementale dans cette opération se confirme, elle se cumulera aux pertes d'emplois et aux coupes budgétaires drastiques pour rembourser les dettes, et l'on peut s'attendre à ce que le Monténégro entre dans des zones de hautes turbulences. La négociation de son adhésion à l'Union en sera-t-elle affectée ? Ou aidera-t-elle les pouvoirs en place à affronter les contestations populaires ?

Serbie

La croissance prévue pour 2013 devrait s'être limitée à un peu moins de 1,5 %, après une nouvelle récession de 1,7 % en 2012. Le nouveau gouvernement de coalition est toujours confronté aux promesses d'austérité budgétaire qu'il avait faites au FMI lors de son élection en 2012, selon lesquelles le déficit budgétaire devait être abaissé à 3,6 % du PIB. Or s'il est actuellement évalué à 6 % du PIB en 2013, pourrait avoir dépassé 7 %. Le gouvernement est donc toujours mis en demeure de prendre des mesures de rééquilibrage. Mais le gel des retraites et des salaires prôné par le FMI divise la coalition, de même que la poursuite des privatisations ou l'introduction d'une plus grande flexibilité dans le code du travail. La crainte des protestations sociales se fait sentir, compte tenu de l'ampleur du chômage (près de 25 %), et après une forte chute des investissements et de la consommation depuis 2009, dans un pays où le salaire minimum (de 188 euros) est plus bas qu'en Chine (200 euros).

Globalement, la stratégie de croissance du gouvernement est tournée vers les gains de compétitivité engendrés par la baisse des salaires. Mais dans l'état actuel de l'économie, l'apport des exportations nettes à la croissance reste insuffisant, compte tenu de l'ampleur du marasme intérieur, en dépit du lancement de la production de l'usine Fiat de Kragujevac. D'autant que la politique monétaire de la Banque centrale, cherchant par la hausse des taux d'intérêt à baisser l'inflation, a produit une appréciation du taux de change défavorable aux exportations. Un an après l'élection de Tomislav Nikolic, l'été 2013 a été marqué par des tractations sans fin et opaques au sujet d'un nouveau remaniement ministériel, écartant pour l'instant l'éventualité d'élections anticipées. Selon *Le Courrier des Balkans* du 13 juillet 2012, les partis de la nouvelle majorité se sont en fait partagé, lors de leur élection, le contrôle des grandes administrations et des entreprises publiques : au Parti progressiste serbe (SNS) seraient revenus Telekom Srbija et la Banque nationale de Serbie, tandis que le Parti socialiste de Serbie (SPS) se serait vu attribuer Electricité de Serbie, les assurances Dunav et la Poste. La Komercijalna Banka et les stations de ski de Serbie seraient revenues à Régions unies de Serbie (URS). Le dirigeant d'URS, Mladan Dinkic, grand argentier du gouvernement, est soutenu par l'Etat des Emirats arabes unis avec qui il a négocié d'importants contrats. C'est ainsi que la compagnie Ethiad des Emirats a acheté 49 % des parts de JAT Airways, devenu Air Serbia, et d'autres investissements sont escomptés.

En juin, la coalition s'est entendue pour ne pas introduire le gel des salaires, mais pour engager les privatisations de nombreuses entreprises publiques. Et elle a notifié en août la nomination au ministère des Finances d'un jeune économiste de 29 ans, Lazar Krstic, employé du cabinet McKinsey. Il a annoncé un programme d'austérité ultralibérale : liquidation ou vente de 179 entreprises publiques en un an, réforme des pensions et du système de santé, flexibilité du travail, dans le cadre d'une coopération étroite avec le FMI et la Banque mondiale. L'ouverture des négociations de candidature avec l'Union européenne d'ici janvier 2014, et l'arrivée en Serbie de Dominique Strauss-Kahn comme conseiller du gouvernement (confirmée en septembre) ont fort peu de chances d'atténuer le risque d'explosion sociale suscitée par ce programme. « Tahrir, Taksim, Konj » proclamaient en juillet 2013 des banderoles sur la place de la République dominée par un cheval [konj]. Alors que de nombreuses entreprises étaient en grève, 3 000 jeunes chercheurs scientifiques exigeaient davantage de « justice sociale » devant une bannière reproduisant le nom des grandes entreprises publiques. Vers un « Printemps des Balkans » ?

Principaux indicateurs économiques

(Variations en % par rapport à l'année précédente, sauf mention contraire)

Albanie

	2009	2010	2011	2012	2013 (p)
PIB	3,3	3,8	3,1	1,5	2,3
PIB par tête (% de la moyenne UE-28, PPA)	31	30	30	31	32
Consommation des ménages	3	2,5	3	1	1,5
Formation brute de capital fixe	5	-7	4,8	-12	0
Prix à la consommation	2,3	3,6	3,4	2	2
Solde des administrations publiques, définition nationale (% du PIB)	-7	-3,1	-3,6	3,4	-5
Dette publique, définition nationale (% du PIB)	59,7	58,2	58	58,6	59,9
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	13,8	14,2	14,3	14	14
Exportations de marchandises	-18,2	56,1	20	8,5	11,4
Importations de marchandises	-8,8	6,5	12,1	-3,4	-2,1
Balance commerciale (millions d'euros)	-2304	-2083	-2242	-1999	-1750
Balance courante (% du PIB)	-15,3	-11,5	-13	-10,6	-9
Dette extérieure brute (% du PIB)	41,3	46,2	52,5	54,9	-

Sources : WIIW ; (p) : prévision

Bosnie-Herzégovine

	2009	2010	2011	2012	2013 (p)
PIB	-2,8	0,7	1	-0,7	1
PIB par tête (% de la moyenne UE-28, PPA)	26	26	26	26	27
Consommation des ménages	-4,6	0,1	-0,3	-2	0,4
Formation brute de capital fixe	-19,4	-11,8	7	0	3
Prix à la consommation	-0,4	2,1	3,7	2,1	1,5
Solde des administrations publiques, définition nationale (% du PIB)	-4,4	-2,5	-1,3	-3	-2,5
Dette publique, définition nationale (% du PIB)	36,2	39,6	40,7	43,1	43
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	24,1	27,2	27,6	28	28
Exportations de marchandises	-17,1	28,8	15,6	-1,9	5
Importations de marchandises	-24,1	10,5	14	0	1
Balance commerciale (millions d'euros)	-3410	-3232	-3629	-4318	-4300
Balance courante (% du PIB)	-6,3	-5,7	-8,7	-9,4	-9
Dette extérieure brute (% du PIB)	21,6	25,4	26	27,5	29,5

Sources : WIIW ; (p) : prévision

Kosovo

	2009	2010	2011	2012	2013 (p)
PIB	3,5	3,2	4,5	2,1	3
PIB par tête (% de la moyenne UE-28, PPA)	21	22	22	23	24
Consommation des ménages	8,9	-0,2	5,9	-0,6	2
Formation brute de capital fixe	20,4	8,6	15,5	6,6	3
Prix à la consommation	-2,4	3,5	7,3	2,5	3
Solde des administrations publiques, définition nationale (% du PIB)	4,1	-1,3	-0,2	-1,2	-1
Dette publique, définition eurostat (% du PIB)	6,2	6,1	5,3	6,2	6,9
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	45,4	45,1	44,8	30,9	31
Exportations de marchandises	-18,2	72,1	6,5	-11,7	8
Importations de marchandises	-2	12,5	15,9	-1	3,8
Balance commerciale (millions d'euros)	-1652	-1752	-2059	-2070	-2140
Balance courante (% du PIB)	-9,3	-12	-13,8	-7,6	-10,6
Dette extérieure brute (% du PIB)	28,6	31,4	29,9	30,4	-

Sources : WIIW ; (p) : prévision

Principaux indicateurs économiques

(Variations en % par rapport à l'année précédente, sauf mention contraire)

Macédoine

	2009	2010	2011	2012	2013 (p)
PIB	-0,9	2,9	2,8	-0,2	2
PIB par tête (% de la moyenne UE-28, PPA)	36	36	35	35	35
Consommation des ménages	-4,7	2,1	2,9	-1,2	0
Formation brute de capital fixe	-4,3	-2,7	3,2	7	2
Prix à la consommation	-0,8	1,6	3,9	3,3	3
Solde des administrations publiques, définition nationale (% du PIB)	-2,7	-2,4	-2,5	-3,9	-2,5
Dette publique, définition nationale (% du PIB)	31,7	34,8	35	36	36
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	32,2	32	31,4	31,6	29
Exportations de marchandises	-28,2	30,9	25,6	-2,7	3
Importations de marchandises	-21,6	13,9	22,2	0,3	0
Balance commerciale (millions d'euros)	-1560	-1448	-1682	-1784	-1690
Balance courante (% du PIB)	-6,8	-2	-3	-3,9	-4
Dette extérieure brute (% du PIB)	56,4	58,2	64,9	69	-

Sources : WIIW ; (p) : prévision

Monténégro

	2009	2010	2011	2012	2013 (p)
PIB	-5,7	2,5	3,2	-0,5	2
PIB par tête (% de la moyenne UE-28, PPA)*	41	42	42	41	41
Consommation des ménages	-12,9	2	4,2	1	1
Formation brute de capital fixe	-30,1	-18,5	-10,3	2,1	3
Prix à la consommation	3,4	0,5	3,1	4,1	3
Solde des administrations publiques, définition nationale (% du PIB)	-3,6	-3	-1,3	-0,4	-1
Dette publique, définition nationale (% du PIB)	38,2	40,9	45,9	51,9	52
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	19,3	19,6	19,7	19,7	20
Exportations de marchandises	-34,2	20,4	33,6	-17,8	6
Importations de marchandises	-34,6	0,4	9,8	-0,1	0
Balance commerciale (millions d'euros)	-1322	-1267	-1306	-1390	-1360
Balance courante (% du PIB)	-27,9	-22,9	-17,7	-17,9	-15
Dette extérieure brute (% du PIB)	23,5	29,4	32,9	39,5	-

Sources : WIIW ; (p) : prévision

Serbie

	2009	2010	2011	2012	2013 (p)
PIB	-3,5	1	1,6	-1,7	1,4
PIB par tête (% de la moyenne UE-28, PPA)	36	35	35	35	36
Consommation des ménages	-2,4	-0,6	-0,8	-2	0
Formation brute de capital fixe	-22,1	-5,5	8,4	-3,4	3
Prix à la consommation	8,6	6,8	11	7,8	6
Solde des administrations publiques, définition nationale (% du PIB)	-4,5	-4,7	-5	-6,4	-6
Dette publique, définition nationale (% du PIB)	34,7	44,5	49	58,9	65
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	16,1	19,2	23	24	25
Exportations de marchandises	-19,4	23,8	14	4,5	10
Importations de marchandises	-30,3	9,7	13	3,7	5
Balance commerciale (millions d'euros)	-5119	-4774	-5318	-5445	-5300
Balance courante (% du PIB)	-7,2	-7,4	-9,1	-10,5	-7
Dette extérieure brute (% du PIB)	77,7	84,9	76,7	85,8	-

Sources : WIIW ; (p) : prévision